

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX. — FACULTE DE DROIT

LES
DROITS SUCCESSORAUX
DE
L'ÉPOUX SURVIVANT
LE PROBLÈME DE LEUR EXTENSION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit, le 16 décembre 1938, à 14 h. 30

PAR

Pierre ROUGIER

BORDEAUX
IMPRIMERIE BIERE

18, Rue du Peugue

1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES
DROITS SUCCESSORAU
X
DE
L'ÉPOUX SURVIVANT
LE PROBLÈME DE LEUR EXTENSION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit, le 16 décembre 1938, à 14 h. 30

PAR

Pierre ROUGIER

BORDEAUX
IMPRIMERIE BIERE

18, Rue du Peugue

1938

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Doyen honoraire : FERRON, ✱, ☉ I.

Professeurs honoraires: MM. LESCURE ✱, ☉ I.; de BOECK, ✱, ☉ I,
NOAILLES ✱, ☉ I.; BENZACAR, ✱, ☉ I.; MARGAT, ☉ I.

FERRADOU, ✱, ☉ I., Doyen, professeur d'*Histoire du droit*, chargé d'un cours de *Pandectes* (Diplôme d'études supérieures).

BONNECASE, ✱, ☉ I., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année) et d'un cours de *Droit civil approfondi* (doctorat).

PALMADE, ✱, ☉ A., professeur de *Droit commercial*.

VIZIOZ, ☉ I., professeur de *Procédure civile*, chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Diplôme d'études supérieures) et d'un cours de *procédure civile* et *voies d'exécution* (Capacité).

BONNARD, ✱, ☉ I., ✱, assesseur du Doyen, professeur de *Droit administratif*, chargé d'un cours de *Droit constitutionnel comparé* (Diplôme d'études supérieures).

POPLAWSKI, ✱, ☉ I., professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Législation industrielle* (Licence) et d'un cours de *droit criminel* (Capacité).

ROYÉ ✱, ☉ I., ✱, professeur de *Droit romain*.

MOUNIER, ☉ I., professeur d'*Economie politique*, chargé d'un cours de *Histoire des doctrines économiques* (Diplôme d'études supérieures).

BIBIÉ, ✱, ✱, professeur de *Droit international public*.

REGLADE, ☉ I., professeur de *Droit constitutionnel et administratif*, chargé d'un cours de *droit international privé* (Licence).

GARRIGOU-LAGRANGE, ☉ A., professeur d'*Economie politique* et *Science financière*, chargé d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).

HUBRECHT, ☉ I., professeur d'*Histoire du Droit* (doctorat) chargé d'un cours de *Droit romain* (Licence 2^e année).

LABORDE-LACOSTE, ✱, ☉ I., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours de *Droit civil* (Capacité) et d'un cours d'*Enregistrement*.

BRETHER DE LA GRESSAYE, ☉ I., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours de *Droit civil* (Capacité).

DE LAUBADÈRE, agrégé, chargé d'un cours de *Droit international public* (Licence et Doctorat) et d'un cours de *Droit public* (Capacité).

BERNARD, chargé de cours (*Droit romain*).



M. ARTIGUELONG, ☉ A., secrétaire.

Mme COSTES, ☉ I., secrétaire-adjointe.

Mme SOUBIE, ☉ A., bibliothécaire.

COMMISSION DE LA THÈSE

M. BRETHER DE LA GRESSAYE, <i>Professeur</i> ..	Président.
M. VIZIOZ, <i>Professeur</i>	{ Suffragants
M BERNARD, chargé de cours.....	

A MON PÈRE

A MA MÈRE

En témoignage de ma reconnaissance
et de ma profonde affection.

INTRODUCTION

La plupart des auteurs qui ont étudié la législation postérieure au Code civil, en faveur des droits successoraux de l'époux survivant, se sont trouvés d'accord pour en constater la profonde déficience technique. Mais quand il s'est agi d'exprimer un jugement d'ensemble sur la portée sociale de cette législation, de graves divergences de vues se sont révélées entre eux, notamment en ce qui concerne la loi du 3 décembre 1930¹.

C'est ainsi que M. Edouard Levy, dans un article au *Journal des Notaires*², soutient que la réforme de 1930 a été bien accueillie par l'opinion publique; par contre Capitant, dans un commentaire au *Dalloz Hebdomadaire*, prétendait que « ni la doctrine, ni la pratique

1. Ces divergences de vues apparaissent déjà très nettement dans les articles consacrés à la loi du 9 mars 1891, dans le *Livre du Centenaire*. On en jugera par les citations suivantes :

a) De M. Colin, p. 322 : « L'avenir dira, nous sommes parfois tenté de le croire, qu'il y eut un certain excès dans ce mouvement général, si louable qu'il ait été dans son principe; et nous assisterons peut-être un jour à quelque chose comme à la réhabilitation du vieil article 767 du Code civil. »

b) De M. E. Pilon (p. 936) : « On donne au conjoint survivant un rang successoral qui rend illusoire le droit que la loi lui reconnaît dans la succession du conjoint survivant. »

c) De M. Planiol enfin (p. 956) : « On a donné au conjoint survivant, des droits successoraux suffisants. »

2. E. Lévy, *Journal des Notaires*, 1932, art. 37.003, p. 105 et suiv. — V. un article du même auteur dans *Lois Nouvelles*, 1931, p. 49-86.

n'avaient demandé les modifications injustifiées qu'elle (cette réforme) apporte aux droits du conjoint¹ ».

L'antagonisme radical de ces deux opinions au sujet d'une même loi, ne peut s'expliquer que par une conception entièrement différente du but que chacun de ces auteurs assignait à la réforme.

La loi de 1930 est d'ailleurs par elle-même assez équivoque, pour faire l'objet d'interprétations aussi diverses : tout en proclamant que le conjoint reste un successeur irrégulier, auquel on doit par conséquent refuser la saisine, cette loi lui accorde (il est vrai dans un cas assez exceptionnel, mais peu importe) un droit en pleine propriété en concours avec des parents du défunt et non plus seulement en leur absence ; ce qui paraît être une reconnaissance implicite de la qualité d'héritier.

Aussi ceux qui, avec M. Edouard Levy, voient dans cette reconnaissance le but suprême vers lequel on doit tendre, ne peuvent qu'applaudir à cette heureuse innovation ; ils ne la considèrent même que comme une étape.

Au contraire, ceux qui ne veulent assurer à l'époux survivant qu'« une existence honorable et digne pendant son veuvage² », trouvent suffisantes à son égard les dispositions conjuguées des lois de 1891 et de 1925, ne lui accordant qu'un droit en usufruit ; et par conséquent, ils estiment néfaste toute autre réforme.

Aussi, nous a-t-il paru opportun d'examiner plus particulièrement ici, les diverses objections que l'on a

1. H. Capitant, *Dalloz Hebdomadaire*, 1931, Chronique, p. 5.

2. C'est ainsi que le rapporteur de la loi de 1891, Delsol, s'exprimait lui-même (v. 2^e rapport Delsol, D. P. 1891.4.17).

faites et que l'on fait encore à une extension des droits successoraux du conjoint survivant. Nous voudrions voir notamment s'il existe des raisons sérieuses de lui refuser la qualité d'héritier.

C'est là l'objet principal de cette étude.

Nous diviserons l'ouvrage en trois parties :

Dans une première partie, nous donnerons certaines notions générales sur la législation relative aux droits successoraux du conjoint survivant.

Dans une deuxième partie, nous examinerons les principales objections faites à une extension des droits du conjoint.

Dans une troisième partie enfin, nous rechercherons les principales améliorations qu'il nous semble utile d'apporter à la législation actuelle.

PREMIÈRE PARTIE

Notions générales sur la législation concernant les droits du conjoint survivant

Nous diviserons cette première partie en deux chapitres.

Dans un premier chapitre, nous ferons un exposé historique de la législation.

Dans un deuxième chapitre, nous examinerons la législation actuelle d'un point de vue critique.

CHAPITRE PREMIER

EXPOSÉ HISTORIQUE DE LA LÉGISLATION

SECTION I

L'ancien Droit.

§ 1.

Droit successoral proprement dit.

A ne considérer, dans l'Ancien Droit, que la dévolution successorale proprement dite, on peut affirmer que la part faite au conjoint survivant dans la succession du prédécédé était à peu près nulle, pour ne pas dire inexistante, lorsque le défunt laissait des parents légitimes.

Dans les pays de Droit écrit, sous l'influence directe du Droit romain, on appliquait la disposition de l'authentique « *Proeterea* » du Code de Justinien¹ qui attribuait au conjoint survivant, mais uniquement lorsqu'il était pauvre, le quart des biens de l'époux prédécédé. Encore ce droit n'était-il en pleine propriété qu'en l'absence de descendants; en leur présence le survivant n'en avait que l'usufruit; c'était évidemment peu.

1. Code 6-18. Ces dispositions n'étaient d'ailleurs qu'un résumé fait par *Irnerius* des Nouvelles 53 (ch. 6) et 117 (ch. 5) de Justinien.

Dans les pays coutumiers (Normandie, art. 146, Maine, art. 286 etc.), sa situation était pire : le conjoint ne venait à la succession de son époux qu'à défaut de tout parent du défunt¹; il en était en fait, toujours exclu, la parenté n'étant alors limitée à aucun degré.

Le Droit coutumier a exercé sur le législateur de 1804 une influence prépondérante, notamment en matière successorale. Il est donc intéressant de rechercher les raisons pour lesquelles ce droit est si peu favorable au conjoint survivant.

Ces raisons se résument toutes dans ce principe fondamental : « la conservation des biens dans les familles ». D'après ce principe, tout bien immeuble², provenant d'héritage ou de donation de la part de personnes dont on était l'héritier éventuel, devait rester dans la famille d'où il provenait. Il y avait, nous le verrons plus loin³, dans l'application de ce principe, une nécessité d'ordre tant politique qu'économique et social. Quoi qu'il en soit, ce principe tendait dans ses résultats à faire de l'immeuble en question, la propriété moins d'une personne déterminée que du groupe familial dont celle-ci était membre; en effet, ce bien venait-il à être vendu? Tout parent du vendeur avait le droit d'exercer le « retrait lignager », qui lui permettait de reprendre le bien,

1. A l'époque féodale même, il n'héritait jamais; car le seigneur représentant alors le fisc, lui était préféré.

2. Les biens meubles n'avaient alors aucune valeur et vérifiaient d'autant mieux l'adage : *Res mobilis, res vilis* », qu'il suffisait qu'un meuble prenne de la valeur, pour être immédiatement incorporé dans les immeubles; c'est ce qui fut fait notamment pour les offices, par un édit de février 1683.

3. Voir *infra*, p. 56-64; voir également E. Vallier, *Fondement du droit successoral* (thèse, Paris, 1902), p. 71 et suiv.

moyennant remboursement à l'acquéreur. Le bien était-il donné ou légué, autrement dit aliéné à titre gratuit ? Les coutumes donnaient aux héritiers, de quelque degré qu'ils puissent être, le droit de réduire la libéralité à une part souvent insignifiante.

C'est ainsi que la Coutume de Paris dispose dans son article 292 : « Toutes personnes saines d'entendement et usans de leurs droits peuvent disposer par testament et ordonnance de dernière volonté, au profit de personne capable, de tous leurs biens meubles acquêts et conquêts immeubles et de la cinquième partie de tous leurs propres héritages et non plus avant ; encore que ce fust pour cause pitoyable¹. »

Cette disposition est intéressante, car elle montre excellemment la différence de traitement entre les immeubles provenant d'héritages et ceux que le propriétaire a acquis par son propre travail : « *commercio, merito aut fortuna* » disent les textes. Elle indique, d'autre part, que si l'on ne peut plus parler à cette époque de copropriété familiale, la propriété individuelle ne s'exerce cependant dans sa plénitude, que sur la fortune acquise. Quant aux biens provenant des ancêtres, ils sont comme grevés de substitution au profit des parents du propriétaire ; celui-ci ne peut en disposer à sa guise : les droits de la famille priment, en ce qui les concerne, les droits de l'individu.

Ce principe de la conservation des biens dans les famil-

1. D'après cet article, la réserve n'affecte que les legs et non les donations ; mais nombreuses étaient les coutumes (surtout dans l'Ouest de la France) qui visaient en même temps les donations et les legs. Voir à ce sujet, Lefebvre, *Cours de doctorat sur l'histoire du Droit civil français, l'Ancien Droit des successions*, t. 1, p. 2 et suiv.

les avait sa répercussion naturelle sur l'ensemble du Droit successoral; en effet, à la différence du Droit romain et des pays de Droit écrit, le droit coutumier cherche moins à réglementer la dévolution successorale d'après les affections présumées du défunt, qu'à sauvegarder par elle, les droits imprescriptibles de la famille.

On comprend dès lors pour quelles raisons le conjoint survivant ne pouvait hériter de l'époux prédécédé. Il serait tombé, en effet, dans son patrimoine, tout un ensemble de biens dont se serait cru lésé le groupe familial auquel appartenait le défunt et vis-à-vis duquel le survivant avait été et restait plus que jamais un étranger.

§ 2.

Les gains de survie.

Or, malgré ces raisons qui semblaient devoir toujours s'opposer à une amélioration du sort de l'époux, on vit peu à peu apparaître des « gains de survie », avantages acquis à la veuve ou au veuf et dont le but fut précisément de restreindre les conséquences, funestes à leur égard, du principe coutumier.

L'Eglise en fut d'ailleurs la principale instigatrice et il ne faut pas nous en étonner. Usant de son influence qui, à cette époque de foi, était immense, elle voulut mettre en harmonie ce droit successoral avec le droit matrimonial dont elle avait d'ailleurs la réglementation; or ces deux droits étaient restés, pendant longtemps, en opposition flagrante. Ces époux que le sacrement du

mariage avait unis d'un lien indissoluble, qui avaient dû quitter, selon le texte même de la Genèse¹, leur père et mère pour ne plus former à deux qu'une seule chair, étaient ceux-là même qui, lors du décès de l'un d'eux, se voyaient préférer en matière successorale n'importe quel parent du défunt, et cela sous l'unique prétexte qu'ils n'étaient pas unis par les liens du sang.

Devait-on considérer les liens du mariage comme inférieurs à ceux du sang ? La véritable famille n'était-elle pas celle voulue par Dieu et comprenant le père, la mère et les enfants ? L'union des fortunes ne devait-elle pas suivre logiquement l'union des âmes ?

Faire du conjoint survivant l'héritier premier de l'époux prédécédé, apparaissait même comme la solution la plus conforme aux enseignements du Christianisme. Telle est bien la disposition que nous trouvons énoncée, dès le ^{xiii}e siècle, dans les « Assises de Jérusalem ».

« Nuls home n'est si dreit heir au mort come est sa feme (et légitime) espouze »².

Mais cette disposition, si remarquable qu'elle fût, resta isolée et ne se trouve en fait reproduite dans aucune de nos Coutumes ; non que la cause (influence chrétienne) en ait paru critiquable ; mais son application intégrale se heurtait au principe coutumier dont personne, pas même l'Eglise, ne contestait alors la valeur.

Aussi, est-ce d'une manière indirecte et sans toucher

1. Genèse, 2-24 : « Quamobrem relinquet homo patrem suum et matrem adhoerebit uxori suæ et erunt duo in carne una. » Cf. également St-Matthieu, XIX, 5 ; St-Paul, Ephésiens, V, 31.

2. *Assises de Jérusalem. Cour des Bourgeois*, ch. 186.

de front aux règles fondamentales de la dévolution successorale, que furent progressivement établis les gains de survie. A la fin de l'Ancien Régime, ceux-ci étaient en très grand nombre et Boissonade¹ en cite pour le seul Droit coutumier² dix principaux, parmi lesquels le don mutuel, le préciput légal des nobles, l'entraves-tissement et surtout le douaire. Ce douaire était un droit d'usufruit accordé à la veuve et portant sur la moitié (Paris, art. 248, Orléans, art. 218) ou sur le tiers (Anjou, art. 294, Normandie art. 307, Bretagne, art. 455) des biens propres du mari; ce fut très certainement le plus ancien des gains de survie³. Au début purement conventionnel, le douaire devint légal sous Philippe-Auguste⁴. Il fut, dès lors, acquis à la femme dès la consommation du mariage; devenu obligatoire, il cessait d'être une libéralité et se rapprochait davantage du Droit successoral⁵.

1. Boissonade, *Droits de l'époux survivant* (Paris, 1874), p. 206.

2. Dans les pays de Droit écrit, il existait aussi des gains de survie parmi lesquels : la dot, l'augment de dot, le contre-augment, les droits de bagues, bijoux et coffre, etc. Voir Boissonade, *op. cit.*, p. 279-280.

3. Pothier voit une très nette mention du douaire dans la formule suivante extraite des Capitulaires de nos rois (collection de Benedictus Levita, livre 7, ch. 179) : « Per consilium et benedictionem sacerdotis et consultu aliorum bonorum hominum eam sponsare et legitime dotare debet. »

Un passage des *Coutumes de Beauvaisis* (ch. XIII, n° 445) nous montre, par ailleurs, l'influence indiscutable de l'Eglise, influence qui se révélerait lors même de la célébration du mariage : « Et bien apert que la coustume estait tel anciennement par une parole que le prestres fet dire à l'homme quand il espouse, car il li dit : « un douaire qui est devisés entre mes amis et les tiens te deu ». (Il s'agissait alors du douaire conventionnel).

4. « La général coustume des douaires de ce que la fame en porte la moitié de ce que li hous a au jour qu'il l'espouse si comme j'ai dit ci-dessus, ci commença par l'establisement le bon roi Phélippe, roi de France, liqueus regnaît en l'an de grace M C C et XIII ». Beaumanoir, *Coutumes de Beauvaisis* (ch. XIII, n° 445).

5. C'est en des termes non équivoques que Pothier distingue le douaire de la simple libéralité :

« Une donation, dit-il, est une libéralité qu'on fait à quelqu'un sans y

Ainsi donc, les gains de survie suppléaient-ils dans une très large mesure à la part héréditaire quasi-nulle du conjoint survivant; malheureusement ni le Droit intermédiaire, ni même le Code civil n'allaient les maintenir.

SECTION II

La législation intermédiaire.

Le Droit intermédiaire devait supprimer les gains de survie sans améliorer pour autant le droit successoral de l'époux survivant¹. Peut-être faut-il voir, dans cette mesure, le désir d'abolir des institutions sur l'évolution desquelles l'Eglise avait exercé une si grande influence? Peut-être, ces gains de survie apparaissaient-ils désormais comme « peu compatibles avec la facile dissolubilité du mariage² »? (Le divorce par consentement mutuel venait d'être en effet proclamé). Quoi qu'il en soit, le conjoint survivant n'était appelé à la succession de l'époux prédécédé qu'à défaut de parents. Donc en fait jamais.

être obligé : « liberalitas nullo jure cogente facta ». C'est ce qu'on ne peut pas dire du douaire suivant nos mœurs et suivant ce que nous venons de rapporter de l'origine du douaire. Un homme en épousant une femme contracte l'obligation de pourvoir sur ses biens après sa mort, à la subsistance de sa femme au cas qu'elle lui survive. » (Pothier, *Traité du douaire*, édition Dupin, t. V, p. 386).

1. Boissonade (*op. cit.*, p. 324) fait cependant remarquer à ce sujet : « la loi de nivôse de l'an II ne se prononça pas sur le droit de succession *ab intestat* entre époux. Il n'est pas à croire qu'elle entendit leur préférer le fisc, à défaut de parents successibles. Le premier projet de Cambacérès de 1793, était formel en faveur de l'époux survivant (Liv. II, titre III, art. 76). »

2. Boissonade (*op. cit.*, p. 326); voir aussi à ce sujet une critique de la législation révolutionnaire (Mémoire cité par M. Bourbeau dans son rapport sur le projet Delsol, *J. of.*, 7 mars 1877, p. 1744).

Ce n'était pourtant plus les mêmes raisons que jadis qui empêchaient le législateur révolutionnaire de reconnaître à l'époux la qualité d'héritier ; car, sans se soucier des institutions du passé, ce législateur ne reconnaissait aucun droit au groupe familial sur l'individu. Si les héritiers continuaient à être choisis parmi les parents du défunt, c'est uniquement dans un intérêt social et parce que, selon les termes même de Mirabeau, il n'y aurait eu « ni raison, ni justice, ni convenance à dépouiller cette famille pour des étrangers¹ ».

Il faudrait tellement peu y voir une reconnaissance des droits éventuels des parents, que la loi du 17 nivôse de l'an II dans ses articles 13 et 14, permettait aux époux de se donner, seulement en l'absence d'enfants², l'intégralité de leur fortune ; c'était, en conséquence, permettre de faire passer un patrimoine entier d'une famille dans une autre. Le législateur s'était, au contraire, montré hostile aux donations entre parents, dans la crainte hallucinante de laisser au père de famille, un moyen de perpétuer entre ses enfants une inégalité dans la répartition des fortunes ; inégalité que la Révolution avait à tout jamais proscrite.

Quoique surprenante au premier abord, la disproportion singulière existant entre le droit successoral de l'époux survivant et la quotité disponible entre époux, peut cependant s'expliquer ; les dispositions entre vifs devaient apparaître au législateur intermédiaire, comme

1. Mirabeau. Discours lu à la Constituante, le 2 avril 1791 (cité par Vallier, *op. cit.*, p. 196, note 2 *in fine*).

2. Lorsqu'il existait des enfants, la quotité disponible entre époux était ramenée à la moitié du patrimoine, en usufruit seulement.

convenant beaucoup mieux qu'un droit héréditaire, à des personnes unies par un lien devenu si fragile. Le mariage pouvait alors se dissoudre par simple incompatibilité d'humeur; il semblait donc préférable de laisser à la convention plutôt qu'à la loi, le soin de fixer la part successorale devant revenir à l'époux survivant. Cette opinion est encore de nos jours assez fréquemment émise; elle est cependant des plus discutables, comme nous aurons l'occasion de le montrer plus loin.

SECTION III

Le Code civil.

Le Code civil n'apporta aucune modification importante à la législation intermédiaire, déjà si déficiente à l'égard du conjoint survivant; les gains de survie ne furent pas rétablis¹, aussi le conjoint ne fut-il appelé à la succession de son époux prédécédé, qu'à défaut de tout parent légitime ou naturel². La seule innovation

1. Tout au moins ceux qui pouvaient à juste titre, être considérés comme des succédanées du droit successoral; en effet, les droits de reprise des « linges et hardes », droits de deuil, de nourriture et d'habitation qui existaient, dans l'Ancien Droit, au profit de la veuve sous le nom de « droits de viduité », furent conservés par le Code civil (art. 1492 et 1566, 1481, 1465 et 1570). Mais il ne faut pas voir en eux de véritables gains de survie; comme on l'a très justement fait remarquer, « les articles 1465 et 1570 n'ont pas été édictés pour procurer des avantages à la femme, mais pour des raisons de bienséance et de dignité » (Mlle Weiler, *Condition de la femme à la dissolution de la communauté*, p. 205, thèse Bordeaux, 1924). Egalement, Boissonade, *op. cit.*, p. 331.

2. L'article 767 ne parle, il est vrai, que des enfants naturels et non des parents; mais il y a là certainement une faute de rédaction. Il semble bien, en effet, résulter des articles 765 et 766 que non seulement les enfants naturels mais aussi les père, mère, frères et sœurs naturels priment aussi le conjoint.

réalisée, mais elle est dérisoire, fut la limitation au douzième degré de la parenté collatérale; encore cette réforme n'a-t-elle pas été faite en vue de favoriser indirectement le conjoint, mais uniquement afin de restreindre, à l'avenir, les procès de généalogie qui encombraient les tribunaux de l'Ancien Régime.

Cette part successorale à peu près nulle, accordée à l'époux par le législateur de 1804, est assez surprenante; car nous trouvons proclamé, en maints endroits des Travaux préparatoires, que le principe ayant servi de base à la dévolution successorale, est celui de l'affection présumée du défunt.

C'est ainsi que dans un discours fait au Tribunat, Chabot de l'Allier déclarait : « Législateurs, le gouvernement vous présente par notre organe, le projet de loi sur les successions, c'est-à-dire le testament présumé de toute personne qui précéderait sans avoir valablement exprimé une volonté différente¹. »

Il ajoutait plus loin : « Que chacun regarde en son propre cœur; il y trouvera gravé en caractères ineffaçables, le véritable ordre de succéder² ».

Comment, après de telles déclarations, le survivant n'a-t-il point été placé au premier rang des héritiers du prémourant? N'était-il pas au premier rang de ses affections?

Cette discordance, entre le principe de dévolution et son application, a paru si frappante que certains auteurs³ ont voulu y voir la conséquence d'une méprise

1. Locré, t. X, p. 177.

2. Locré, t. X, p. 178.

3. Laurent, *Principes de Droit civil français* (IX, p. 184, n° 155); Demolombe, t. XVI, n° 176; Planiol et Ripert, t. III, p. 433.

qu'ils considèrent d'ailleurs comme regrettable. En effet, lors d'une séance au Conseil d'Etat¹, Malleville avait fait observer qu'une disposition tendant à accorder une pension alimentaire au conjoint pauvre qui survivrait, n'avait point été insérée. Treilhard répondit alors que l'époux survivant avait déjà été pourvu et qu'on lui avait accordé en usufruit le tiers des biens successoraux, quel que soit le degré de parenté des autres héritiers. Il y avait là une erreur manifeste; Treilhard visait, en effet, le futur article 754 qui accorde cet usufruit aux ascendants (non au conjoint) sur la part dont ils n'héritent pas en pleine propriété.

Mais une telle explication de la faiblesse du Droit successoral de l'époux dans le Code civil, apparaît assez peu admissible; certes Treilhard a commis une bétise, mais il semble impossible qu'elle ait été partagée par tous les membres du Conseil d'Etat. Si, en effet, les dispositions du futur article 767 avaient paru en nette contradiction avec les idées du législateur, comment ne se serait-il trouvé personne pour relever l'erreur au moment de la rédaction définitive du texte?

Comment, surtout, aurait-on attendu si longtemps (1891) pour réformer une telle lacune²?

1. Séance du 9 nivôse de l'an XI. Voir le récit dans Fenet, t. XII, p. 38.

2. L'erreur de Treilhard avait été commise dans la séance du 9 nivôse de l'an XI (30 décembre 1802). Or, dans la séance au Corps législatif du 19 germinal de l'an XI (9 avril 1803), soit à peine trois mois après l'incident, Treilhard parle, dans l'exposé des motifs, du futur article 754 et rien dans son discours ne révèle qu'il se serait autrefois mépris (Locré, t. X, p. 190).

A supposer d'ailleurs que la disposition envisagée eût été insérée dans le Code, elle eût été bien peu satisfaisante; elle n'accordait, en effet, selon l'expression même de Maleville, qu'« une pension à l'époux survivant lorsqu'il était pauvre et qu'il ne recueillait pas de succession » (Fenet, XII, p. 38). On était loin de reconnaître à l'époux la qualité d'héritier.

Mais il y a plus; des textes non équivoques sont là pour nous montrer qu'il ne vint jamais à l'esprit du législateur de 1804, de donner la moindre part au conjoint en présence de parents, quelque éloigné que soit le degré unissant ces derniers au défunt.

C'est ainsi que le tribun Siméon, dans un discours prononcé devant le Corps législatif, déclarait :

« Le conjoint survivant, quelque étroit que fût le lien qui l'unissait avec le défunt, *appartient à une famille étrangère*. Si la nouvelle famille qu'ils étaient destinés à former vient à manquer, la loi, sauf les témoignages d'amitié qu'ils pourraient se donner, ne les appelle à succéder qu'à défaut de parents de leur famille respective; mais si ces parents manquent, plutôt que d'appeler le fisc qui est l'héritier de ceux qui n'en ont point, on préfère le conjoint survivant¹ ».

De son côté, Chabot pouvait dire, également sans ironie, qu'« il est naturel de présumer que les conjoints se préféreraient au fisc pour se succéder l'un à l'autre² ».

Ces textes ne signifient pas cependant que l'affection qui unit les époux ait été méconnue du législateur; le moindre doute à cet égard serait dissipé par la lecture d'un discours de Bigot-Préameneu, dans lequel ce dernier remarque que « tel est même l'effet de l'union intime des époux, que sans rompre les liens du sang, leur inquiétude et leur affection se portent plutôt sur celui des deux qui survivra, que sur les parents qui doivent leur succéder³ ».

1. Fenet, t. XII, p. 232 et 233.

2. Fenet, t. XII, p. 196 (séance du 26 germinal de l'an XI).

3. Fenet, t. XII, p. 572.

Bigot-Préameneu se sert, il est vrai, de cet argument, en faveur d'une quotité disponible spéciale à accorder aux époux; mais cette remarque est d'ordre général et aurait pu justifier aussi bien la vocation successorale du conjoint; étant donné surtout le principe du testament présumé comme base de dévolution héréditaire.

Ce n'est donc pas par illogisme, mais par volonté préconçue que le législateur de 1804 écarte le survivant de la succession du prémourant. En effet, « obnubilé par les traditions de l'ancien Droit¹ », il n'a pu écarter de sa pensée le principe qui avait dominé toute la dévolution successorale coutumière : la conservation des biens dans les familles. Aussi en arriva-t-il à n'appliquer le principe du testament présumé, qu'à l'intérieur de la famille. C'est d'ailleurs l'opinion nettement exprimée de Berlier quand il fait observer que « le système de succcessibilité repose en général sur l'affection présumée du défunt, *jointe au lien de famille*² ».

SECTION IV

Les lois postérieures au Code civil.

La faiblesse de ce droit héréditaire allait être particulièrement mise en évidence par l'évolution des mœurs.

1. Le Balle, dans Beudant, *Cours de Droit civil*, t. V, p. 307.

2. Fenet, t. XII, p. 36. Il est intéressant de lire à ce sujet, l'opinion de la Cour de cassation selon son rapporteur général Baudoin (*J. of.*, 13 mars 1876, p. 1766-1767) : « L'incident qui s'est produit lors de la discussion du Code sur l'observation de M. Maleville, n'a pas eu l'importance qu'on lui donne et n'autorise pas à présenter la proposition de loi (celle de 1872) plutôt comme une restitution que comme une nouveauté

La dispersion des collatéraux à travers toute la France, ne pouvait qu'entraîner un affaiblissement sensible des liens de parenté¹, et faire ressortir l'injustice commise à l'égard du conjoint survivant. Il ne faut pas croire toutefois qu'une réforme générale de l'article 767 ait été envisagée immédiatement: l'admiration pour l'œuvre napoléonienne était encore trop vive, pour que l'on songât à en réformer la moindre disposition. Dans les discussions même qui eurent lieu lors de la préparation de la loi de 1891, on entendra maintes fois répéter, que l'on ne doit rien changer au Code « œuvre de sagesse et de modération² ».

Aussi est-ce d'abord dans des lois particulières et d'une manière indirecte, que nous voyons s'opérer une transformation en faveur du conjoint.

§ 1.

Exposé des lois particulières.

A. Par une loi du 9 juin 1853 relative aux retraites des fonctionnaires, le législateur accordait à la veuve, une pension égale au « tiers de celle que le mari avait obtenue ou à laquelle il aurait eu droit » (art. 13) sous la seule condition que « le mariage ait été contracté six

légale... C'est pas une règle volontairement appliquée et non par l'effet d'une méprise que le législateur du Code civil a attribué les successions à la parenté légitime, à la parenté naturelle et à défaut de toute parenté au conjoint. »

1. Voir développements, *infra*, p. 59 et suiv.

2. Rapport de la Cour de cassation.

ans avant la cessation des fonctions du mari » (même article).

Cette loi ne faisait qu'étendre d'ailleurs à tous les salariés de l'Etat, une mesure que plusieurs lois et décrets ministériels avaient déjà prise à l'égard de certains d'entre eux seulement¹.

B. Une loi du 14 juillet 1866, relative à la propriété littéraire et artistique, se montre très nettement favorable au conjoint survivant². Elle accorde en effet à ce dernier la jouissance, sa vie durant, des droits d'auteur dont l'époux prédécédé n'aura pas disposé par acte entre vifs ou testamentaire. Et pour qu'il n'y ait aucun doute sur la portée de cette loi, l'article premier spécifie que cet usufruit est accordé « quel que soit le régime matrimonial et indépendamment des droits qui peuvent résulter en faveur de ce conjoint, du régime de la communauté ». Cet usufruit cependant, et cela semble assez naturel, subit, en présence d'héritiers à réserve, la réduction prévue par les articles 913 et 915 du Code civil.

C. On a l'habitude, parmi les dispositions insérées en faveur du conjoint survivant, de ranger celles décou-

1. Outre la loi du 1^{er} mars 1808 sur les majorats qui, dans ses articles 48 et 49, attribuait à la veuve du titulaire de ces majorats, une pension viagère égale à la moitié des revenus du majorat, on peut citer :

a) Un décret du 10 novembre 1807, en faveur des veuves des officiers de port;

b) Un décret du 10 février 1811 en faveur des veuves des employés de la Cour des Comptes;

c) Une ordonnance royale des 23-30 septembre 1814 sur les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, etc. (voir à ce sujet, Boissonade, *op. cit.*, p. 357-361).

2. On remarquera qu'ici, la loi ne s'applique pas simplement en faveur de la veuve de l'artiste, mais d'une manière générale au conjoint survivant. Dès lors, le mari d'une femme artiste peut, lui aussi, bénéficier de cette loi.

lant de la loi du 25 mars 1873, sur les déportés à la Nouvelle-Calédonie. L'article 13 de cette loi attribue en effet à la veuve du déporté, la moitié en *pleine propriété* des biens (concessions et autres) dont ce dernier serait devenu propriétaire dans la Colonie. Ce droit est réduit à l'usufruit du tiers en présence d'enfants.

Il faut remarquer cependant que cette disposition a été prise, moins dans le dessein de favoriser la veuve du déporté, que dans celui de l'encourager à suivre son mari en exil. D'une part en effet, la cohabitation de la femme et du mari est une des conditions essentielles à l'attribution de ce droit; d'autre part, les biens envisagés dans la disposition comprennent uniquement ceux « acquis dans la colonie ».

D. Même après la loi de 1891, on peut citer comme lois favorisant le conjoint survivant :

1^o La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, qui accorde dans son article 3, au veuf ou à la veuve, une rente viagère égale à 20 % du salaire annuel de la victime¹.

2^o Les lois du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille et du 5 décembre 1922 sur les habitations à bon marché, qui donnent au conjoint survivant, lorsqu'il est propriétaire de la moitié au moins de l'immeuble², la possibilité, soit de rester dans l'indivision avec les héritiers du prédécédé, et ceci jusqu'à sa mort,

1. Une loi toute récente du 1^{er} juillet 1938, toujours sur les accidents du travail, vient de porter de 20 % à 25 % du salaire la rente viagère accordée au conjoint survivant (voir *J. off.* du 2 juillet 1938, p. 7706).

2. Ceci est presque toujours le cas, la communauté étant, et de beaucoup, le régime matrimonial le plus répandu, surtout parmi les personnes peu fortunées que peuvent justement intéresser ces lois.

soit de racheter l'immeuble sur estimation, « à l'exclusion des héritiers¹ ».

Il est à remarquer d'autre part, que la loi fiscale traite beaucoup mieux que la loi civile le conjoint survivant, puisque, en ce qui concerne les droits de mutation par décès, il vient tout de suite après les descendants en ligne directe².

§ 2.

Lois modifiant l'article 767 du Code civil.

A. LOI DU 9 MARS 1891

Les quelques lois particulières que nous venons de rappeler, indiquent bien une tendance nettement favorable à l'époux survivant; elles ne pouvaient cependant pas suppléer à une réforme générale du Droit successoral à son égard. Depuis longtemps déjà, l'opinion publique en avait compris la nécessité. En 1850, huit membres de l'Assemblée législative déposèrent un projet (projet Victor Lefranc) tendant à accorder à l'époux survivant un quart en usufruit, en présence d'enfants et un quart en pleine propriété, en présence de tout autre héritier; mais les événements politiques de 1852 (avènement du second empire) devaient en empêcher le vote³.

1. Loi du 12 juillet 1909 (art. 19, alin. 1). La loi du 5 décembre 1922 ne donne qu'une préférence au conjoint (art. 81, § 2).

2. Cf. art. 405 du Code d'enregistrement de 1934.

3. La commission en avait d'ailleurs singulièrement altéré le texte primitif. Refusant de reconnaître la vocation successorale du conjoint, elle ne proposait de lui allouer qu'une pension alimentaire.

Ce n'est qu'en 1872 que la question fut remise à l'ordre du jour. Le 21 mai, une proposition de loi fut présentée par M. Delsol à l'Assemblée Nationale, tendant à réformer l'article 767 du Code civil de la manière suivante : L'époux survivant devait avoir, en présence d'enfants communs, l'usufruit d'une part légitime d'enfant, sans que cet usufruit puisse être inférieur au quart; cet usufruit était limité, en cas d'enfant d'un précédent mariage, à la part d'enfant le moins prenant, avec pour maximum cette fois-ci, le quart des biens.

En l'absence d'enfant, le projet faisait des distinctions, selon que le conjoint survivant se trouvait en présence d'héritiers, d'un rang en deçà ou au delà du sixième degré.

Dans le premier cas, on accordait à l'époux, l'usufruit de la moitié des biens successoraux; dans le deuxième cas, on lui donnait cette moitié en pleine propriété; c'est dans cette dernière disposition que résidait toute l'originalité du projet. En faisant concourir, en effet, le survivant pour une moitié en pleine propriété, avec les héritiers par trop éloignés du défunt (septième au douzième degré), le législateur reconnaissait implicitement l'affaiblissement du lien moral qui unissait autrefois les membres d'une même famille; il consacrait en quelque sorte la désuétude du principe coutumier.

La commission, chargée d'examiner le projet, n'eut pas de peine à en constater la hardiesse et à pressentir toutes les critiques que son adoption pouvait susciter. Aussi, tout en acceptant le principe de la réforme, proposa-t-elle à l'Assemblée de provoquer la consultation des Facultés de Droit, Cour de cassation et Cours

d'appel; cette consultation devait être fatale au projet.

Ce n'est pas qu'il y eût unanimité dans les divers rapports, pour repousser la réforme¹. Mais la Cour suprême, dont l'autorité était prépondérante, critiqua non seulement l'esprit et le contenu du projet, mais aussi son opportunité : « Les circonstances dans lesquelles notre pays s'agite, disait-elle, se prêtent mal à de telles discussions etc... il serait d'une haute prudence de les ajourner² ».

Il faut cependant avouer que, seules, la Cour d'Alger et la Faculté de Dijon avaient approuvé, en faveur du survivant, une part en pleine propriété. Les autres Cours et Facultés favorables à la réforme, s'étaient prononcées uniquement pour un droit en usufruit³.

Le rapporteur général Delsol devait tenir compte de toutes ses remarques, lorsqu'il présenta en 1876 devant la Haute Assemblée (il était en effet devenu sénateur), un nouveau projet de loi :

Le conjoint survivant n'hérite en pleine propriété qu'à défaut de parents au douzième degré. Ici donc, on revenait au droit ancien; quant au droit d'usufruit, il restait, comme dans le premier projet, d'un quart en présence d'enfants et descendants, et de la moitié en présence de tout autre héritier.

Après de nombreux amendements, concernant notam-

1. Sur vingt-six cour d'appel, huit seulement avaient repoussé en bloc tout le projet. Ce sont les cours d'Aix, Bordeaux, Bourges, Limoges, Montpellier, Paris, Poitiers, Rennes. Sur neuf facultés ayant répondu à l'appel, huit étaient favorables au projet.

2. Voir rapp. de la Cour de cassation, *J. off.*, 13 mars 1876, p. 1767.

3. C'est ce que signale Delsol quand il parle des « nombreux suffrages qui se sont prononcés en faveur de l'attribution d'un simple usufruit à l'époux survivant » (2^e rapport Delsol, D. P. 1891.4.17).

ment la masse des biens sur lesquels devait s'imputer l'usufruit¹, le projet fut définitivement voté le 26 février 1891 et promulgué le 9 mars suivant.

Cette loi accorde également à l'époux survivant dans le besoin une pension alimentaire prélevée sur la succession avant tout partage (art. 205 nouveau); mais cette pension ne peut pas être considérée comme un droit successoral, puisqu'elle ne s'applique que dans un cas exceptionnel.

B. LOI DU 3 AVRIL 1917

L'usufruit accordé au conjoint survivant par la loi de 1891 cessait en cas de convol en secondes noces lorsqu'il existait des descendants du défunt; mais cette disposition fut abrogée par une loi du 3 avril 1917, dont la date même indique son inspiration avant tout démographique².

C. LOI DU 31 DÉCEMBRE 1917

Nous venons de voir que l'on n'avait pas voulu reconnaître au survivant, le droit de primer les parents au-delà du sixième degré; or, ce droit devait lui être indirectement reconnu par la loi budgétaire du 31 décembre 1917 (art. 17). Cette loi ramenait en effet la limite de la parenté collatérale, du douzième au sixième degré (modifiant ainsi l'article 755 du Code civil); comme

1. Voir *infra*, p. 41 *in fine*.

2. Voir à ce sujet, *infra*, p. 123 et suiv.

l'époux n'héritait qu'à défaut de parents civils, il venait désormais à la succession du prémourant, immédiatement après les parents au sixième degré. La réforme avait été votée, il est vrai, dans un but purement fiscal, comme l'indique d'ailleurs sa place dans une loi budgétaire; mais elle n'en avait pas moins des conséquences intéressantes pour le survivant des époux. Le rapporteur de la loi, M. Landry ne manqua pas de le faire remarquer, en indiquant que « la réforme projetée aurait pour conséquence d'appeler le conjoint survivant à recueillir la succession dans un plus grand nombre de cas¹ ».

D. LOI DU 29 AVRIL 1925

Ces cas restaient cependant assez rares et le plus souvent, l'époux ne bénéficiait que de son droit d'usufruit; or ce droit, limité au quart de la succession en présence d'enfants, ou à la moitié en présence de tout autre héritier, était plutôt faible; il apparaissait même comme injuste, lorsque les héritiers du défunt n'étaient que des parents déjà éloignés (cousins germains, par exemple). La loi du 29 avril 1925 devait apporter, à ce sujet, la réforme nécessaire. En présence de descendants, ascendants, frères (ou descendants de ces frères), la loi ne change rien aux dispositions antérieures. Mais ces proches parents exceptés, le survivant reçoit, en présence de tout autre héritier, la jouissance complète des biens du prémourant (voir nouvel article 767).

1. Rapport du député Landry, du 6 décembre 1917, *J. off.* du 22 janvier 1918, p. 1794.

E. LOI DU 3 DÉCEMBRE 1930

Cette attribution totale de l'usufruit au conjoint survivant, apparaissait à un grand nombre d'auteurs comme la limite extrême des droits qui pouvaient lui être concédés; car accorder à l'époux un droit en pleine propriété leur semblait devoir léser trop gravement la famille du prémourant. Pourtant, c'est à cette réforme que devait aboutir la loi du 3 décembre 1930.

Cette loi a pour origine une proposition de loi déposée devant la Haute Assemblée par le sénateur Louis Martin et qui tendait à attribuer à l'époux, à défaut de parents dans une ligne, la pleine propriété des biens qui leur auraient été dévolus. Sauf des modifications de détail¹ cette proposition allait constituer en partie² la loi du 3 décembre 1930.

Pour appuyer sa proposition, M. Louis Martin faisait remarquer que « la succession *ab intestat* est réglée par le Code civil d'après l'affection présumée du *de cujus* » et qu'il était étonnant que « le conjoint soit placé en un rang si éloigné sur la liste des héritiers³ ».

En fait, c'est la première fois que le principe coutumier est mis en défaut, car le survivant, dans l'hypothèse envisagée par la loi, devient en quelque sorte le cohéri-

1. Ainsi, c'est dans l'article 767 que cette proposition a été insérée et non dans l'article 755 ainsi que le demandait M. Louis Martin; en outre, le nouvel article 767 stipule que l'article 754 accordant au père ou à la mère survivant l'usufruit du tiers des biens auxquels il ne succède pas en pleine propriété, « n'est pas applicable à l'encontre du conjoint survivant ».

2. En effet, la loi du 3 décembre 1930 devait également modifier l'article 1094 pour augmenter la quotité disponible entre époux. Cf. *infra*, p. 92 et suiv.

3. *J. off.*, 12 juin 1924, Sénat, annexe n° 284, p. 267.

tier des autres parents du défunt, bien que ce titre ne lui soit pas reconnu en droit.

Cette loi, il est vrai, ne s'applique que très rarement ; aussi n'apporte-t-elle au point de vue pratique aucun changement appréciable. Il en est différemment (nous l'avons déjà signalé dans notre Introduction) au point de vue théorique ; car il s'agit précisément de savoir si cette loi représente au point de vue successoral, une anomalie ou une nouvelle orientation.

CHAPITRE II

APPRÉCIATION DE CETTE LÉGISLATION

Cette législation postérieure au Code civil est née d'une réaction de l'opinion publique, contre le laconisme excessif de l'article 767, à l'égard de l'époux survivant. Depuis longtemps déjà, on reconnaissait qu'il n'était pas « conforme à la bienséance et à l'équité, que le conjoint dont le travail et l'économie ont été souvent fort utiles à la conservation et au développement de la fortune de l'autre époux, soit relégué après tous les parents au degré successible¹ ».

Mais, bien que cette législation soit, dans son ensemble, nettement favorable au conjoint, on ne peut nier que les résultats acquis ne soient assez faibles. Non seulement le survivant n'a point obtenu la place privilégiée qui semble devoir lui revenir dans la succession du prédecedant; mais on ne lui a même pas reconnu la qualité d'héritier. Des idées préconçues empêchaient le législateur d'agir autrement à son égard.

C'est ainsi que le problème d'une amélioration de son sort a toujours été envisagé sous l'angle de la pitié et non sous l'angle de la justice; on a considéré la part qui

1. Premier rapport Delsol, *J. off.*, 7 juin 1872, p. 3821.

pouvait lui être allouée, comme une concession, non comme un droit.

Et de fait, parmi les défenseurs les plus ardents de la réforme, chez Delsol lui-même, se manifeste beaucoup moins le souci d'affirmer la légitimité de la vocation héréditaire du conjoint, que celui de venir en aide au veuf ou à la veuve que la mort, souvent prématurée, de l'époux, a pu laisser dans une grande gêne. On a uniquement cherché à assurer au survivant « une existence honorable et digne pendant son veuvage¹ »; on était donc loin de lui reconnaître la qualité d'héritier.

Nous verrons bientôt que les principes qui ont commandé cette attitude au législateur, principe que « la consanguinité fait seule l'héritier », principe de la conservation des biens dans la famille, etc... sont surtout des préjugés. Qu'il nous suffise pour l'instant de montrer qu'ils sont bien à la base de toute cette législation, et la cause de toutes les imperfections qu'on y relève, tant au point de vue de son contenu que de sa technique.

SECTION I

Appréciation de la législation au point de vue de son contenu.

§ 1.

Droit d'usufruit. Ses inconvénients.

C'est en effet, dans le désir nettement exprimé² de sauvegarder les droits de la famille, que le législateur de

1. Deuxième rapport Delsol (voir D. P. 1891.4.17).

2. Delsol dit en effet, dans son 2^e rapport : « L'attribution d'un droit

1891, suivi en cela par celui de 1925, n'a voulu accorder au survivant qu'un droit en usufruit, seul compatible avec le principe du droit coutumier.

Il y avait, pourtant là, une disposition des plus désastreuses; car, ce qui pouvait se concevoir à une époque « où tout l'ordre social reposait sur l'immobilité foncière¹ », ne pouvait qu'entraîner de graves inconvénients à notre époque moderne, où la circulation des biens est devenue, au contraire, une des conditions de la richesse nationale.

De plus, alors que, dans l'ancien Droit, le droit d'usufruit, plus particulièrement le douaire, portait exclusivement sur les immeubles, le droit d'usufruit actuel porte également sur les meubles; or, en ce qui concerne ces derniers, il est à craindre que le survivant n'use et n'abuse de son droit au détriment des héritiers.

Un antagonisme d'intérêts oppose en effet très fortement, l'usufruitier au nu-propriétaire; alors que ce dernier, conservant selon l'expression de Cauwès « le stimulant de la transmission héréditaire² », aurait tout intérêt à ce que l'usufruitier ne jouisse de son bien qu'avec modération, afin de lui maintenir toute sa valeur en capital, celui-ci au contraire, n'ayant qu'un droit viager, pourra n'avoir aucun scrupule à retirer du même bien, le plus de profit possible; dût ledit bien y perdre, par une trop grande usure, la majeure partie de sa valeur³.

de propriété à l'époux survivant... aurait l'inconvénient grave de faire passer dans la famille du conjoint, des biens que la loi entend conserver à celle du défunt. »

1. Vallier, *op. cit.*, p. 381.

2. Cauwès, *Economie politique* (3^e édit.), t. III, p. 434.

3. Ces objections avaient été nettement formulées, dans son rapport,

Seule l'affection que peuvent avoir l'un pour l'autre l'usufruitier et le nu-propriétaire, comme c'est le cas entre père ou mère et enfants, atténue dans une certaine mesure l'opposition radicale existant entre leurs intérêts réciproques¹. Or c'est précisément dans des cas où cette affection a le moins de chance de jouer (en présence d'ascendants ou de collatéraux du défunt), que le législateur accorde l'usufruit le plus étendu. Le plus souvent, en effet, l'époux survivant cesse toutes relations avec sa belle-famille, surtout lorsqu'il est jeune et qu'il songe à fonder un nouveau foyer; l'usufruit apparaît alors, avec tous ses inconvénients économiques.

La loi de 1891 semble cependant avoir voulu y porter remède; car elle décide que « jusqu'au partage définitif, les héritiers peuvent exiger, moyennant sûretés suffisantes, que l'usufruit de l'époux survivant soit converti en une rente viagère équivalente » (nouv. art. 767)².

Mais, en ce cas, la part héréditaire du conjoint entraîne de la part des héritiers, un véritable prélèvement sur le capital successoral, la somme qu'ils doivent affecter au service de la rente étant, pour eux, définitivement aliénée.

par la Cour Suprême et étaient une des raisons qui lui faisaient rejeter l'attribution même d'un droit en usufruit : « Si, malgré son influence défavorable à l'administration des biens, l'usufruit à l'état accidentel, ne peut produire un trouble économique sérieux, il est aisé de prévoir que, multiplié par la loi, s'étendant sur des biens soit partagés, soit indivis, souvent aux mains de personnes dont l'activité serait déjà ralentie par l'âge ou les infirmités, il affecterait gravement la fortune publique ».

1. Cf. Cauwès, *op. cit.*, p. 462.

2. Le projet de réforme du Code civil italien, déposé le 23 mars 1936 devant la « Commission royale pour la réforme des codes » enlève aux héritiers ce droit d'option. A ce sujet, M. René Rodière fait remarquer que « par la suppression du *Jus optionis*, le projet italien a renforcé la position du conjoint survivant ». (*Bulletin de la Société de Législation comparée*, année 1937, p. 206.)

D'ailleurs quel intérêt présente exactement cet usufruit aux yeux du législateur? Peut-être conserver en nature les biens faisant partie de la succession de l'époux prédécédé? En ce cas, comme le remarque très finement M. Vallier, il y a reculé au point de vue des tendances générales; il en résulterait en effet « cette incohérence, qu'en ce qui concerne les deux familles dont le défunt est issu, notre système législatif s'attache à conserver les biens en valeur, tandis que dans les rapports entre les deux familles et le conjoint, ces mêmes biens sont conservés en nature¹ ».

Au reste, cette conversion ne sera intéressante à réaliser pour les héritiers, que lorsque le conjoint sera suffisamment âgé; si celui-ci est au contraire relativement jeune, le capital à prélever pour le service de la rente peut atteindre une somme élevée et entraîner, pour les héritiers, des inconvénients aussi graves que ceux résultant de l'usufruit.

Aussi a-t-on pu dire avec beaucoup de justesse, « que la faculté laissée aux parents par la loi de 1891 (de convertir en rente viagère l'usufruit accordé au survivant) est comme l'aveu législatif de l'imperfection de la loi nouvelle² ».

§ II.

Droit en pleine propriété. Sa mauvaise réglementation.

Nous avons déjà vu³ que le législateur de 1930, rompant hardiment avec les traditions du passé, accorde, en

1. Vallier, *op. cit.*, p. 386, § 544.

2. Vallier, *op. cit.*, p. 393, § 551.

3. Voir *supra*, p. 32.

certains cas, à l'époux survivant une part en pleine propriété (la moitié) en concours avec les parents du prédécédé.

On aurait pu, semble-t-il, subordonner cette attribution à un certain degré de parenté des héritiers en présence; par exemple, n'accorder cette part au conjoint qu'à défaut de cousins germains (parents au quatrième degré).

Mais la question de degré n'intervient pas dans la nouvelle loi et le survivant peut se trouver aussi bien en concours avec un cousin, qu'avec un oncle ou un ascendant du défunt¹; la seule condition requise pour l'application de la loi, est l'absence complète d'héritiers dans une ligne. Supposons, par exemple, qu'une personne décède en laissant, dans la branche paternelle, son père et, dans la ligne maternelle, un cousin issu de germain (parent au sixième degré); le survivant ne peut pas bénéficier de la loi nouvelle et ne prélèvera que son droit d'usufruit; or, il aurait suffi que ce cousin fût de la ligne paternelle, pour que le conjoint héritât d'une part en pleine propriété.

C'est donc au hasard seul qu'est laissé le soin de régler la question, pourtant si importante, de la nature du droit héréditaire à accorder au conjoint. On ne peut concevoir de réglementation plus détestable et prêtant d'avantage le flanc à la critique. Lorsque le législateur de 1804 décidait de n'accorder un droit quelconque au survivant

1. Le survivant ne concourt jamais en pleine propriété avec les frères germains, parce qu'ils représentent à la fois les deux lignes (paternelle et maternelle) : pour les frères utérins et consanguins, voir *infra*, p. 44 et 45.

qu'en l'absence complète de parents du défunt, il était certainement injuste à son égard, mais ne manquait pas de logique; car il poursuivait un but précis : la conservation des biens dans les familles.

Au contraire, le concours en pleine propriété qui est aujourd'hui possible entre l'époux et un parent du défunt, montre le peu d'importance qu'attribuait le législateur de 1930 au vieux principe coutumier¹; c'est cependant, faute de s'en être complètement affranchi, qu'il est entré dans une voie, d'où ne pouvait sortir que l'« à peu près » et l'équivoque.

Nous allons d'ailleurs retrouver cette même déficience du législateur, en étudiant la réforme au point de vue de la technique.

SECTION II

Appréciation de la législation au point de vue de sa technique.

Le Code civil de 1804 s'est toujours imposé, non seulement par la sagesse de son contenu, mais encore et surtout par la perfection de sa technique. Nul autre ouvrage du même genre n'a pu atteindre, au même degré, cette unité de vue dans la réglementation, cette clarté dans l'exposition, cette simplicité dans la forme que nous retrouvons à la lecture de chaque article; aussi les dispositions retouchées sont-elles d'autant plus reconnaissables.

1. Voir *supra*, p. 32 *in fine*.

Mais aucun article ne semble avoir été remanié avec une technique plus déficiente, que cet article 767 réglementant les droits successoraux du conjoint survivant; nous allons successivement constater, en effet :

1^o Son manque d'unité;

2^o Son manque de clarté;

3^o Quelques contre-sens historiques commis par le législateur.

§ 1.

Manque d'unité.

L'article 767 n'est pas seul à réglementer le droit héréditaire de l'époux survivant; c'est peut-être parce que l'on se rendait compte de l'insuffisance des nouvelles réformes, que l'on a laissé subsister toutes les lois particulières favorisant le conjoint. Il n'en reste pas moins vrai, que celles-ci forment, dans l'ensemble du Droit successoral, des îlots indépendants; les biens qu'elles visent se transmettant selon des règles spéciales.

Supposons qu'un artiste décède, laissant sa veuve et un frère : en ce qui concerne les droits d'auteur, la veuve aura un droit complet d'usufruit, en vertu de l'article premier de la loi du 14 juillet 1866; en ce qui concerne les autres biens du défunt, elle n'aura qu'une moitié en usufruit (voir nouvel article 767).

Ce manque d'unité existe également à l'intérieur de l'article 767; en effet, dans l'élaboration de la loi de 1891, un conflit s'était élevé entre la Chambre et la Haute Assemblée, touchant la manière dont devrait être fixée

la masse sur laquelle serait prélevé l'usufruit du conjoint. Fallait-il y comprendre simplement les biens existant au décès, comme le désirait le Sénat, ou devait-on, comme pour la fixation de la quotité disponible, y réunir aussi les biens donnés ou légués ?

Aucune des deux assemblées ne voulant céder à l'autre, on dut arriver au compromis suivant : on distingua *premièrement* une masse de calcul, comprenant les biens existant au jour de décès, auxquels on réunit fictivement les biens donnés¹ ou légués à ses successibles sans dispense de rapport ; *deuxièmement* une masse d'exercice, uniquement composée des biens existant au décès, seule masse sur laquelle le survivant peut prélever son usufruit.

Cette différence entre les deux masses rend souvent illusoire le droit du conjoint, d'autant que les libéralités qui auront pu être faites à ce dernier par le pré-mourant, doivent obligatoirement s'imputer sur la masse d'exercice.

§ 2.

Manque de clarté.

A ce manque d'unité de la législation, s'ajoute souvent un manque de clarté. En remaniant l'article 767, on a oublié de modifier également d'autres textes fai-

1. La Cour de cassation, dans un arrêt du 22 juillet 1903 (D. P. 1904. 1.33), a cependant refusé de comprendre dans la masse de calcul, les biens soumis au droit de retour légal parce que, dit l'un de ses attendus, « le droit de retour légal forme en dehors de la succession ordinaire, une succession privilégiée dont la dévolution s'opère en vertu d'une vocation spéciale et qui a pour objet une classe particulière de biens ».

sant autrefois plus ou moins corps avec lui, ou qui, élaborés à une époque où le conjoint n'était jamais appelé en concours avec les parents du prédécédé, peuvent aujourd'hui prêter à confusion et devenir une source de controverses.

Tel est par exemple le cas de l'article 752 qui déclare *in fine* qu'à défaut d'ascendants ou de frères germains, les demi-frères « succèdent à la totalité (de la succession) à l'exclusion de tous autres parents de l'autre ligne ».

On sait que l'article 767 nouveau accorde, à l'époux survivant, la part en pleine propriété de la ligne non représentée. Celui-ci peut-il bénéficier de la disposition nouvelle en présence d'un demi-frère? Supposons par exemple qu'une personne meure, en laissant pour unique héritier un frère consanguin (la ligne maternelle par hypothèse n'étant pas représentée).

Ce demi-frère va-t-il en vertu de l'article 752, hériter de la succession tout entière, ou va-t-il être obligé, en vertu de l'article 767, de laisser à la veuve de son frère, la part devant revenir à la ligne maternelle? Il semble au premier abord que l'époux doive être complètement éliminé par le demi-frère; en effet, le législateur a bien pris soin de spécifier que l'article 754, concernant les père et mère, ne serait pas opposable au conjoint; si donc il n'a rien dit de l'article 752, c'est qu'il ne voulait rien changer à l'ordre antérieur des choses.

Mais cet article 752 peut-il être opposé au conjoint? Certes nous l'avons vu, il décide catégoriquement que s'« il n'y a de frères ou sœurs que d'un côté, ils succèdent à la totalité, à l'exclusion de tous autres parents de l'autre ligne »; mais le Code civil ne considère pas l'époux

comme un parent, que nous sachions ! et la disposition de l'article 752 étant exceptionnelle, il semble qu'elle doive s'interpréter restrictivement.

Remarque subtile, objectera-t-on, elle n'en pourrait pas moins être un sujet à controverses¹.

Supposons, d'autre part, que le prémourant ne laisse qu'un héritier maternel. Le survivant va-t-il pouvoir, en plus de la part en pleine propriété que lui donne, en ce cas, la loi de 1930 sur la ligne paternelle, prélever sur la part revenant à la ligne maternelle l'usufruit que lui accorde la loi de 1891 ? La majorité des auteurs le contestent ; cependant M. Le Breton² fait remarquer que l'impossibilité de ce cumul n'a pas été nettement formulée par le législateur de 1930. En particulier, l'alinéa 3 de l'article 767 sur lequel on s'appuie ordinairement pour montrer cette impossibilité ; « le conjoint survivant qui ne succède pas à la *pleine propriété*... a sur la succession du prédécédé un droit d'usufruit », n'a pas le sens qu'on lui prête ; ayant été écrit avant la réforme de 1930, le mot « pleine propriété » signifiait simplement « propriété de tous les biens ». Aussi peut-il y avoir ici encore, matière à évolution jurisprudentielle ; et c'est pourquoi nous faisons nôtre cette opinion de M. Le Bre-

1. M. Ed. Lévy (*Lois Nouvelles*, 1931, p. 57) pose un problème un peu différent. X. meurt, laissant sa femme, un frère utérin et un oncle paternel. La veuve hérite-t-elle de la moitié en pleine propriété ? Tout dépend de ce que l'on entend pas successible. L'oncle, une fois éliminé par le frère utérin, peut-il opposer sa qualité d'héritier à l'époux ? M. Lévy n'hésite pas, d'ailleurs, à conclure que la femme n'hérite pas, parce que, pour lui, l'article 752 s'oppose au conjoint : mais le problème réapparaît si on n'admet pas cette application.

2. Le Breton, *op. cit.*, p. 14-23.

ton : « La déficience technique de la loi récente, procure à l'interprète une remarquable extensibilité¹ ».

§ 3.

Contre-sens historiques.

Dans l'ancien droit coutumier, où le principe de la conservation des biens dans les familles était appliqué dans toute sa rigueur, un bien issu de la ligne paternelle ne pouvait être dévolu qu'aux parents paternels ; un bien provenant de la ligne maternelle, qu'aux parents maternels, d'où le règle : « Paterna paternis, materna maternis. »

La vérification de l'origine des biens étant devenue une source fréquente de procès, le législateur de nivôse (articles 62 et 63), suivi en cela par celui de 1804 (articles 732 et 733), eut l'idée de substituer à la conservation des biens en nature, leur conservation en valeur ; ce fut l'origine du système de la fente. Les biens successoraux étaient censés appartenir désormais, moitié à la ligne paternelle, moitié à la ligne maternelle ; ce n'était, on le voit, qu'une adaptation du principe coutumier, mais non sa suppression.

Or, voici que le législateur de 1930, opérant « une véritable transposition de l'institution² », se servit précisément du système de la fente, pour accorder de nouveaux droits à une personne (le conjoint) qu'il s'obstinait à ne pas reconnaître de la famille.

1. Le Breton, *op. cit.*, p. 23.

2. Josserand, *Cours de Droit civil positif français*, t. III, p. 443.

Il y a certainement eu là, de sa part, un contresens historique; nous ne pouvons d'ailleurs lui en faire outre mesure grief, car il y a longtemps que ce système a revêtu un caractère désuet dans notre législation.

Bien plus critiquable à notre avis, est son refus d'accorder à l'époux survivant la saisine; ce refus pouvait encore se concevoir sous l'empire de l'article 767 primitif qui n'appelait le conjoint à la succession du prédécédé qu'à défaut de tout parent. L'envoi en possession avait alors un sens. Son but n'est-il pas en effet de vérifier la qualité et les droits du requérant, comme de prendre certaines garanties de restitution, au cas où se présenteraient, par la suite, des « ayants-droit » à la succession¹. Or, on pouvait justement craindre, à l'époque, que le conjoint ne se mette en possession des biens successoraux, sans que l'on ait vérifié, au préalable, l'existence de successeurs préférables.

Mais, dans une législation où l'époux concourt toujours, du moins en usufruit, avec les héritiers, ces précautions ne sont plus nécessaires².

1. Cf. Jossierand. *op. cit.* III, n° 832.

2. Dans l'ancien Droit, d'ailleurs, l'époux survivant avait la saisine, comme le rappelle Delsol lui-même, dans son 2^e Rapport. Beaumanoir dit, en particulier, en ce qui concerne le douaire : « Une fame qui tient en douaire, se l'en la despueille de son douaire, se puet bien plaindre de nouvelle dessaisine, tout soit ce contre l'oir a qui la chose venrait se la fame estait morte car il n'i a riens tant comme ele vive » (*Coutumes de Beauvaisis*, t. I, p. 490, § 971). Or, quelques lignes plus haut (§ 970), Beaumanoir écrivait : « En aucun cas me puis-je bien plaindre de nouvelle dessaisine tout soit ce que je n'aie pas esté en saisine de la chose dont je me plaing an et jour. »

Voir encore, *Assises de Jérusalem. Cour des Bourgeois*, chap. 37. — M. J. Simonnet cite également (*Histoire et théorie de la saisine héréditaire*, p. 102), un arrêt du Parlement de Paris, de 1272, ordonnant la délivrance du douaire coutumier au profit d'une veuve, avant toute discussion sur le montant des conventions matrimoniales dérogatoires à la coutume; ce qui indique bien qu'elle avait la saisine.

D'ailleurs les raisons que donne Delsol de ce refus paraissent assez faibles : « Quel avantage, dit-il, trouverait le conjoint à cette innovation ? Il serait, si l'on veut, dispensé de demander la délivrance de son usufruit aux héritiers du sang ; mais par contre, étant devenu le continuateur de la personne, il subirait l'obligation de payer les dettes « *ultra vires successionis*¹ ». Il rencontrerait donc dans sa nouvelle qualité, un péril plutôt qu'un bénéfice².

S'il ne s'agissait vraiment dans ce refus, que d'une mesure protectrice à l'égard du survivant, on pourrait facilement répondre au rapporteur de la loi de 1891 que l'on ne voit pas, *a priori*, pourquoi le conjoint aurait plus besoin de protection que les autres héritiers. Il lui serait, en effet, facile comme à tous, dans le cas d'une succession douteuse, de demander son acceptation sous bénéfice d'inventaire.

Mais il faut plutôt y voir le souci de conserver à la famille, certaines prérogatives sur le conjoint. L'attitude du rapporteur, à la Chambre, de la loi de 1930 est, elle aussi, quelque peu embarrassée à cet égard ; après avoir déclaré « qu'il y aurait tout avantage à ne laisser dans la catégorie des successeurs irréguliers que l'Etat, il s'empresse d'ajouter que « la loi nouvelle ne modifiera pas la qualité... du conjoint³ ».

1. L'article 724 du Code civil, dit en effet que les héritiers « sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession ».

2. Deuxième rapport Delsol, *J. off.* du 4 mars 1877, p. 1665, annexe n° 36.

3. Rapport de M. Albert Sérol, Chambre, annexe 3734, *J. off.*, 4 décembre 1930, p. 1347.

Le refus de la saisine au survivant est donc, peut-être, un subterfuge nécessaire employé par le rapporteur auprès des membres de l'Assemblée, pour obtenir d'eux, sans qu'ils s'en doutent, des avantages décisifs en faveur de l'époux.

Il apparaît en tout cas injustifiable, que celui-ci ne bénéficie pas encore d'un droit, depuis longtemps reconnu aux enfants naturels¹.

Conclusion.

Cette législation, on le voit, n'est guère satisfaisante; on ne peut surtout pas la considérer comme définitive, car, ainsi que le fait remarquer M. Le Balle, le législateur et, plus particulièrement celui de 1930, est techniquement « tombé dans toutes les erreurs qu'on pouvait commettre, sans procéder à aucune amélioration qu'on pouvait espérer² ». Une nouvelle réforme s'impose donc; mais dans quel sens doit-on l'orienter? C'est la question que nous essayons précisément de résoudre dans la II^e partie de cette étude, en examinant les principales objections faites à une extension du droit successoral du conjoint survivant.

1. L'article 724, C. civil, modifié par la loi du 25 mars 1896, accorde en effet, aux héritiers naturels, la saisine.

2. Le Balle, dans Beudant, *Cours de Droit civil* (2^e édit., t. V, p. 319).

DEUXIÈME PARTIE

Examen des principales objections concernant une extension des droits successoraux de l'époux survivant, notamment la reconnaissance de sa qualité d'héritier.

Nous diviserons cette deuxième partie en trois chapitres, correspondant chacun à un groupe d'objections :

Dans un premier chapitre, nous examinerons les objections d'après lesquelles cette extension des droits de l'époux survivant serait impossible parce que, soi-disant, il ne fait pas partie de la famille.

Dans un deuxième chapitre, nous examinerons celles d'après lesquelles cette extension ne serait pas nécessaire parce que les régimes matrimoniaux et les donations suppléeraient à la déficience du droit successoral de l'époux.

Dans un troisième chapitre enfin, nous examinerons les objections d'après lesquelles cette extension serait tout à fait inopportune.

CHAPITRE PREMIER

L'ÉPOUX NE FERAIT PAS PARTIE DE LA FAMILLE DE SON CONJOINT

Telle semble être, en effet, la thèse soutenue en 1877, devant la Haute-Assemblée, par le rapporteur général Delsol : « Ne changeant rien, dit-il, à cette règle générale que la consanguinité seule fait des héritiers, elle (la commission) ne voit pas de motifs d'accorder au conjoint la qualité d'héritier qui ne lui appartient point par le sang et naturellement¹ ».

En ce qui concerne, d'autre part, la nature du droit à accorder au conjoint, Delsol repousse énergiquement l'attribution d'un droit en pleine propriété qui aurait, dit-il « l'inconvénient grave de faire passer dans la famille du conjoint des biens que la loi entend conserver à celle du défunt² ».

Ces deux principes ont-ils vraiment, dans le fondement de notre dévolution héréditaire, l'importance capitale que leur attribue Delsol ? C'est peu probable, ainsi que nous allons le voir dans les deux sections suivantes .

1. Voir 2^e rapport Delsol, *J. off.*, 4 mars 1877, p. 1665, annexe n^o 36.

2. *Idem.*

SECTION I

La consanguinité ferait seule l'héritier.

Il y a certainement, dans cette idée que la consanguinité fait seule l'héritier, les conséquences d'un état de fait qui, pendant des siècles, exista dans notre dévolution successorale; dans l'Ancien Droit, les parents par le sang étaient seuls appelés à succéder; en est-il de même aujourd'hui? Evidemment non, puisque le contrat d'adoption, inséré à nouveau dans la législation intermédiaire et dans le Code de 1804, suffit à lui seul à « créer des héritiers ».

L'article 357 du Code civil¹ dit formellement que l'adopté et ses descendants légitimes « ont sur la succession de l'adoptant, les mêmes droits qu'y auraient les enfants ou descendants légitimes ».

Le principe de la consanguinité est donc ici nettement en défaut; il l'est même tellement, que l'adopté passe, dans l'ordre successoral, avant les propres ascendants de l'adoptant, pourtant héritiers à réserve².

1. Nous citons ici l'article 357, tel qu'il a été modifié par la loi du 19 juin 1923, sur l'adoption; mais la même idée se retrouvait dans l'ancien article 350 ainsi rédigé : « Il (l'adopté) aura sur la succession de l'adoptant les mêmes droits que ceux qu'y aurait l'enfant né en mariage, même quand il y aurait d'autres enfants de cette dernière qualité, nés depuis l'adoption ».

2. Le fait est même assez scandaleux; il y a là, pour un fils indigne, le moyen de déshériter complètement ses parents. Boissonade (*Histoire de la réserve héréditaire*, 1873, p. 546) l'a signalé : « C'est, dit-il, un résultat contre lequel nous nous élèverions volontiers, que celui qui permet au fils sans postérité d'introduire dans sa famille, un étranger comme enfant, au préjudice de ses ascendants et de leur réserve ».

Certes, on peut objecter que l'adopté n'est devenu l'héritier de l'adoptant, que par suite d'une fiction qui permettrait de faire passer le premier comme étant fils du second. L'adoption ne serait donc pas une véritable dérogation au principe de la consanguinité.

Mais on peut répondre, tout d'abord, que la fiction est une notion aujourd'hui inutile; car le législateur se reconnaît le droit de légiférer comme il l'entend. De plus, ce dernier n'a jamais parlé d'une telle fiction; d'ailleurs, il ne le pouvait pas, car on ne peut pas assimiler complètement un fils par le sang et un fils adoptif. Celui-ci se trouve au point de vue successoral, dans une situation assez particulière; toujours étranger à la famille de l'adoptant, il reste, par contre, rattaché à sa propre famille dont il continue à être un héritier éventuel (art. 352 nouveau). Seuls sont liés vis-à-vis l'un de l'autre l'adoptant et l'adopté.

Encore ces liens ne sont-ils pas réciproques en matière successorale; l'adopté est bien désormais le seul héritier de l'adoptant; mais l'adoptant n'a aucun droit sur la succession de l'adopté. Il ne peut qu'exercer la reprise des biens qu'il a donnés à l'adopté, lorsque ceux-ci se retrouvent en nature au jour du décès (article 358 nouveau)¹.

Ce n'est pas, d'autre part, parce que l'adoption est un fait assez rare², que l'on pourrait davantage légitimer

1. Il y a là une véritable succession anormale, à l'exemple de celle qui existe au profit des ascendants donateurs (v. article 747).

2. En 1897, il y avait eu 87 adoptions concernant 95 enfants. En 1913, il y en avait 123 (cité par Planiol, t. I, n° 1570 *in fine*). La nouvelle réglementation de l'adoption par la loi du 19 juin 1923, a provoqué cependant, un singulier accroissement du nombre de ces contrats. Alors

la vocation héréditaire de l'enfant adoptif; la question est de savoir si oui ou non, il y a des exceptions au principe; le nombre plus ou moins élevé de ces exceptions importe peu.

Si donc, le contrat d'adoption est, par sa seule vertu, assez puissant pour anéantir les prétendus droits de la consanguinité, il n'y a aucune raison majeure pour qu'il n'en soit pas de même du mariage. Ce dernier contrat n'est-il pas aussi solennel? N'a-t-il pas des conséquences aussi profondes? Doit-on considérer comme moins étroits les liens unissant les époux, que ceux unissant l'adoptant et l'adopté?

Remarquons d'ailleurs que, si l'on devait régler la dévolution successorale, d'après le seul principe de la consanguinité, on arriverait à des résultats invraisemblables, choquants même, mais cependant logiques.

Dans un tel système, l'ordre des héritiers devrait être uniquement basé sur le plus ou moins de sang commun que l'on aurait avec le défunt. C'est ainsi que les frères germains formeraient le premier ordre d'héritiers, par préférence aux propres enfants ou aux père et mère du défunt; ces derniers n'ayant en effet avec lui, que la moitié de sang commun¹. L'injustice apparaît encore plus grande, si l'on songe que des cousins par les deux lignes (paternelle et maternelle) viendraient égale-

qu'en 1922, ce nombre était de 251, en 1924 il est passé à 1.700. Il était encore en 1934, de 1.134.

Cf. pour chacune de ces années : *Compte général de l'Administration de la justice civile et commerciale et de la justice criminelle*. Rapport préliminaire du Garde des Sceaux.

1. Voir le développement de cette idée dans Roguin (*Traité de Droit civil comparé* : Les Successions, t. I, p. 226 et suiv.). Voir en particulier la figure I, à la fin du volume.

ment en concours avec les frères germains, pour primer avec eux tous les autres parents¹.

Ces solutions heurtent évidemment le sentiment naturel; elles ne sont cependant que l'application intégrale du principe de la consanguinité.

D'autres notions sont venues, il va sans dire, tempérer ce principe.

C'est ainsi que la notion de proximité en degré, fait disparaître certaines anomalies par trop choquantes; par exemple l'oncle (parent au 3^e degré) ou le demi-frère (parent au 2^e degré) sont primés par le fils et pourtant ils ont, comme lui, la moitié de sang commun avec le défunt.

D'autre part, seule l'idée d'affection permet d'expliquer la préférence de la ligne descendante sur la ligne ascendante ou collatérale; elle permet également d'expliquer l'institution de la représentation, grâce à laquelle le petit-fils (parent au 3^e degré) peut concourir avec son oncle (parent au 2^e degré) dans la succession de leur ascendant commun; grâce à laquelle encore, un petit neveu peut primer un cousin germain (bien qu'étant tous deux parents au 4^e degré).

C'est pourquoi nous croyons pouvoir conclure avec M. Josserand, que « la vocation successorale n'est pas fondée uniquement sur la communauté de sang, mais sur les usages, les mœurs, les convenances et les besoins² ».

1. Il serait facile de multiplier les exemples : c'est ainsi que l'on pourrait voir l'oncle (ayant $\frac{1}{2}$ de sang commun) primer le petit-fils (en ayant seulement $\frac{1}{4}$), ou encore le petit-fils concourir avec un cousin germain, etc...

2. Josserand, *op. cit.*, t. III, p. 443.

D'ailleurs Boissonade voit même, dans ce principe, une raison de plus d'être généreux vis-à-vis de l'époux survivant : en effet, dit-il « le mariage étant la source de toute parenté et de toute consanguinité, comment ne serait-il pas lui-même la première parenté, la première consanguinité ? La souche peut-elle avoir une autre nature que la branche, le rameau, le fruit¹ ? »

Nous approuvons entièrement à cet égard, les idées de Boissonade et c'est pourquoi, nous sommes persuadé que l'on ne peut raisonnablement opposer le principe de la consanguinité à une reconnaissance effective de la qualité d'héritier du conjoint.

SECTION II

Le principe de la conservation des biens dans les familles serait un obstacle à la reconnaissance, en faveur de l'époux, de la qualité d'héritier.

Nous avons pu nous rendre compte, en étudiant l'évolution de la législation relative aux droits successoraux du conjoint survivant, combien le législateur moderne avait été influencé par le principe de la conservation des biens dans la famille. Cette influence est cependant surprenante, car, si ce principe avait eu, dans notre ancien droit coutumier, une incontestable autorité, c'est uniquement parce qu'il répondait alors d'une façon parfaite aux aspirations d'un état social, économique et

1. Boissonade, *Droits de l'époux survivant*, p. 533.

juridique tout à fait différent du nôtre, comme nous allons le constater.

A. POINT DE VUE SOCIAL.

La famille, telle que nous la révèle l'Ancien Droit dans sa dévolution successorale (parenté au delà même du douzième degré), peut nous étonner par son étendue : elle n'en correspondait pas moins à une réalité sociale ; il n'était pas rare, en effet, de voir des collatéraux très éloignés en degré, vivre dans le même village, parfois sur la même terre. A la faveur d'une vie sédentaire, ils pouvaient entretenir des relations très étroites d'affection qui justifiaient, en quelque sorte, leur vocation successorale réciproque ; il y avait généralement identité entre l'héritier désigné par les coutumes et la personne affectionnée par le défunt.

Or, les transformations profondes qui, dès le début du xix^e siècle, s'accomplissaient chaque jour dans les mœurs, amenèrent insensiblement un affaiblissement du lien moral qui unit, certainement autant que les liens du sang, tous les membres d'une même famille. Ainsi que le dit M. Vallier, « nous ne reconnaissons comme membres de la famille, que les parents chez lesquels les liens que crée la communauté d'origine, sont resserrés par de naturels sentiments d'affection¹ ».

Or le développement industriel et commercial, la facilité des transports, le goût même des aventures, amenè-

1. Vallier, *op. cit.*, p. 502. Voir également Ch. Lefebvre, *La famille en France dans le Droit et dans les Mœurs*, notamment p. 149.

rent la dispersion des collatéraux à travers la France entière, parfois même à l'étranger (colonies et Amériques). Le groupe familial, autrefois si vivace, se désagrègea chaque jour davantage; et de fait, même ramenée au sixième degré, la parenté légale apparaît encore à beaucoup comme trop étendue.

A la notion, devenue factice, de la « famille des ancêtres », s'est substituée la notion plus restreinte, mais en tout cas vécue, de la « famille conjugale¹ ».

Il reste en effet de la famille, un élément irréductible que, loin de détruire, l'évolution des mœurs n'a fait que mettre davantage en évidence; c'est le cercle familial proprement dit, uniquement composé du père, de la mère et des enfants.

Cette famille moderne, dans laquelle prend désormais place le conjoint, cadre beaucoup mieux que l'ancienne, avec le caractère essentiellement individualiste du Code; chacun se considère désormais comme le « centre de sa propre famille² ». Celle-ci n'est plus déterminée par le hasard de la naissance, mais bien par la propre volonté de l'individu : elle est celle qu'il s'est choisie, non celle qui lui a été imposée.

Avec une telle notion de la famille le principe de la conservation des biens ne s'oppose plus à une extension des droits successoraux du conjoint; il semble au contraire justifier la vocation héréditaire de celui-ci.

1. Cf. Durkheim, *Revue philosophique* (1921). Extrait d'un cours professé en 1892 à Bordeaux (p. 2).

2. Vallier *op. cit.*, p. 365.

B. POINT DE VUE ÉCONOMIQUE.

Il n'est pas douteux que le principe de la conservation des biens devait répondre dans l'Ancien Droit à une nécessité économique; la terre, étant cultivée alors par tous les membres d'une même famille, ne pouvait passer à un étranger, sans que le groupe des parents ne se trouvât lésé et ne le soit en fait. Comme l'agriculture était à cette époque, et de beaucoup, la principale source de la richesse nationale, l'Etat avait tout intérêt à maintenir dans son intégralité le patrimoine familial; à cet égard évidemment, le principe coutumier apparaissait d'une particulière efficacité.

Il n'en est plus de même aujourd'hui. D'abord les collatéraux ne restent plus sur la terre familiale pour la cultiver en commun; c'est, en tout cas, un fait assez rare; d'un autre côté, les biens immeubles, et plus particulièrement les biens ruraux, ont diminué d'importance et ne sont plus, comme autrefois, l'élément essentiel du revenu national. L'essor du commerce et de l'industrie a amené, par contre, l'apparition de nouvelles formes de richesses : les valeurs mobilières; or celles-ci représentent un élément de plus en plus considérable dans l'ensemble des biens successoraux; comme l'indique le tableau suivant :

Années	Montant global des successions	Montant des biens immeubles	Montant des biens meubles
1826 ¹	1.337.359.808	880.308.996	457.050.812
1860 ²	2.723.998.365	1.543.979.535	1.180.018.830
1898 ³	6.621.298.941	3.090.162.288	3.531.136.653
1928 ⁴	18.389.341.335	7.261.775.601	11.127.565.734
1934 ⁵	20.789.157.514	8.275.311.533	12.513.845.981

Ainsi donc, alors qu'en 1826 la proportion entre le montant des biens meubles et le montant global des successions n'était que de 34,17 %, cette proportion est, en 1934, de 60,19 %; d'autre part, sur les 40 % représentant la valeur des biens immeubles, les immeubles ruraux ne représentent plus que 20 % des biens successoraux. On voit donc que l'intérêt économique que pouvait avoir autrefois le principe coutumier, disparaît complètement aujourd'hui et ne peut pas, en tout cas, être invoqué en faveur de son maintien, comme fondement de notre dévolution.

Cette prépondérance de la fortune mobilière sur la fortune immobilière, a d'ailleurs eu une conséquence d'un autre ordre; mais non moins fatale au principe de la conservation des biens. On comprend très bien qu'autrefois, pour des raisons d'ordre sentimental, par ail-

1. *Bulletin de Statistique et de Législation comparée*, mai 1884, p. 548. Voir en particulier le diagramme des années 1826-1882 qui montre l'importance de plus en plus grande prise par les meubles (p. 642).

2. *Idem*.

3. *Idem*, mai 1899, p. 442.

4. *Idem*, août 1929, p. 350.

5. *Idem*, mars 1935, p. 370.

leurs fort respectables, les biens immeubles qui avaient appartenu aux ancêtres restassent la propriété de leurs descendants, au lieu d'être dévolus à une autre famille, fût-elle celle du conjoint. Car ces biens possédaient, même pour des collatéraux éloignés, une « valeur d'affection » indiscutable; surtout à une époque où les parents, voyageant peu ou pas du tout, restaient en contact permanent avec « l'héritage » de leurs aïeux.

Cet argument ne peut plus être soutenu de nos jours; les biens mobiliers, formant la majeure partie des patrimoines et étant pour la plupart anonymes, valeurs mobilières par exemple, ne possèdent pas cet ensemble de souvenirs qui font tout le prix du « domaine paternel ».

C. POINT DE VUE JURIDIQUE.

Il n'est point besoin de beaucoup réfléchir, pour constater la contradiction formelle qui existe entre le principe coutumier et le principe révolutionnaire; l'un essentiellement fondé sur la notion de famille, l'autre reconnaissant la supériorité de l'individu sur tout autre groupement.

A la base du droit successoral coutumier, était le souci de sauvegarder le droit éventuel des héritiers; ce qu'il importait avant tout de réaliser, c'était la permanence, le maintien dans son intégralité, du patrimoine familial.

Au contraire, la Révolution et après elle le Code civil ignorent la famille en tant qu'unité juridique; le centre vers lequel tout converge désormais, c'est l'individu;

lui seul est la « cellule sociale ». L'opposition est donc radicale; on s'en aperçoit d'autant mieux, que toutes les dispositions qui avaient paru nécessaires au législateur coutumier, pour faire produire au principe toutes ses conséquences (avant le x^e siècle, interdiction de tester, et même, à l'époque où le testament est permis, réserve des quatre-quints et retrait lignager), ne se retrouvent plus dans le Code civil, parce que trop restrictives de la liberté de chacun.

Et cependant, même dépouillé de tout son appareil justificatif, ce principe semble garder, sur un point précis, toute sa force d'opposition à l'égard du conjoint survivant : « Admettons, dit Capitant, que l'époux préfère son conjoint à ses ascendants, à ses oncles ou tantes, etc... En tout cas, il est à présumer qu'il préfère sa famille à celle de son conjoint¹ ».

Sous cette forme, évidemment, le principe coutumier semble devoir remporter tous les suffrages; il est certain que le défunt aurait mieux aimé voir un de ses parents profiter de sa fortune, qu'un parent de son conjoint. Mais c'est là une question tout à fait différente; il ne s'agit pas de faire hériter la famille du survivant, mais le survivant lui-même. Evidemment, il pourra arriver qu'au décès de ce dernier, les biens ayant appartenu au prédécédé, soient dévolus à des personnes qui lui avaient été totalement étrangères.

Mais n'y a-t-il pas illusion à croire que des biens, parce qu'ils sont transmis à un parent, resteront forcément à sa mort dans la même famille?

1. H. Capitant, « Commentaires sur la loi du 3 décembre 1930 » (*Dalloz Hebdomadaire*, Chronique, 1931, p. 6).

Pourtant, remarquons-le bien, l'essentiel de la controverse est là. On reconnaît assez facilement la place prépondérante que tient le survivant dans l'affection du prémourant; si, au risque d'être illogique avec le principe du « testament présumé », on n'a point voulu lui reconnaître la qualité d'héritier, c'est dans le désir de maintenir les biens dans la même famille. Encore, faut-il avoir la certitude que ce but est toujours atteint.

Or, non seulement cette garantie ne peut être donnée, mais les règles mêmes, de notre transmission héréditaire, semblent favoriser l'évasion de biens dans d'autres familles.

Supposons qu'après avoir recueilli la succession de son père, une personne meure, laissant pour seul héritier un frère utérin; par le privilège que confère à ce dernier l'article 752, d'exclure tous les parents de l'autre ligne, tous les biens, ayant appartenu au père du défunt, vont lui être dévolus. Ainsi donc, tout un patrimoine passe automatiquement d'une famille dans une autre; et cela, par le simple jeu des règles successorales !

En dehors même de cette hypothèse assez exceptionnelle (il faut en effet n'avoir pour héritier qu'un demi-frère), on peut dire que le système de la fente, qui n'est pourtant qu'une application nouvelle du principe coutumier, s'oppose à la conservation des biens dans les familles; à chaque succession, en effet, les biens provenant d'ancêtres paternels, par exemple, passent dans une autre famille.

On est encore plus frappé de la désuétude du principe coutumier, quand on considère la grande liberté testamentaire, reconnue de nos jours par le Code civil;

toute personne, n'ayant ni ascendant ni descendant, a le droit de léguer à qui bon lui semble, tous les biens qu'elle possède; et cela d'où qu'ils viennent. Ainsi les biens provenant, par exemple, de l'héritage d'un oncle, peuvent passer dans une famille que cet oncle ignorait et n'avait aucune raison de préférer à celle de son conjoint.

Tous ces obstacles à une application rigoureuse du principe coutumier, ne sont que les conséquences d'une conception juridique nettement différente de celle d'autrefois; ils étaient complètement inconnus de l'Ancien Droit, où les dispositions testamentaires étaient fortement limitées et où les biens restaient indéfiniment dans la ligne d'où ils provenaient.

Mais ces règles étaient trop restrictives de la volonté individuelle, par suite, trop opposées aux idées nouvelles, pour être insérées dans le Code civil.

Nous croyons donc pouvoir conclure de tout cela, que le principe de la conservation des biens dans les familles, du moins avec le sens que donnait à ce dernier mot l'Ancien Droit¹, se trouve en opposition assez vive avec l'esprit de notre législation actuelle; aussi, tout comme le principe de la consanguinité, ne doit-on pas le considérer comme une objection fondamentale à une amélioration du sort du conjoint survivant.

1. Voir en effet, *supra*, p. 60.

CHAPITRE II

LES RÉGIMES MATRIMONIAUX ET LES DONATIONS ENTRE ÉPOUX SUPPLÉERAIENT A L'INSUFFISANCE DU DROIT SUCCESSORAL DU CONJOINT

Une fois ces objections fondamentales écartées, il semblerait que rien ne dût s'opposer désormais à une extension des droits successoraux de l'époux survivant; le principe de l'affection présumée, comme aussi l'exemple des législations étrangères¹ sont toujours là, pour nous montrer à quel point ces droits sont inférieurs à ce qu'ils devraient être; à quel point, par conséquent, une réforme serait nécessaire.

Et, cependant, surgissent de nouvelles objections, tendant à prouver l'inutilité de cette réforme; elles ne manquent pas d'ailleurs d'être au premier abord impressionnantes. Il est bien certain, nous dit-on, que, du point de vue strictement successoral, notre législation ne donne pas à l'époux la place qu'il mérite; il ne faut toutefois pas oublier que ce n'est pas seulement au titre des successions, qu'il recueille les biens du pré-

1. Voir à ce sujet, l'article de M. Rodière, dans le *Bulletin trimestriel de la Société de législation comparée*, octobre 1937, p. 295 et suiv.

mourant. Sans parler, en effet, des donations que les époux ont pu se faire durant leur mariage, il existe toute une catégorie de biens, souvent la plus importante, qui, bien qu'ayant appartenu à l'époux prédécédé, ne tombe pas dans la masse successorale; mais est au contraire prélevée par le survivant en tant que biens propres, soit par le libre jeu de notre communauté légale, soit par des clauses insérées dans le contrat de mariage, soit enfin au moyen de certaines stipulations permettant aux époux d'avantager indirectement le survivant.

Ces objections, bien que ne s'attaquant pas au fond même du problème, apparaissent toutefois comme très sérieuses. S'il est vrai que le conjoint trouve, en dehors du droit successoral, d'assez grandes compensations, l'infériorité de sa vocation héréditaire devient uniquement relative, et le problème d'une extension de ses droits à cet égard perd beaucoup de son intérêt. Aussi ces objections doivent-elles particulièrement retenir notre attention; nous constaterons, d'ailleurs, combien elles sont, sinon toujours fausses, du moins exagérées.

Dans une première section, nous essaierons de voir si la communauté, en tant que régime légal, procure des avantages au conjoint survivant.

Dans une deuxième section, nous verrons dans quelle mesure, les conventions matrimoniales sont une source de profit pour l'époux qui survit.

Dans une troisième section, nous nous poserons la même question, en ce qui concerne les donations entre époux.

Enfin, dans une quatrième section, nous examinerons la portée réelle des autres avantages indirects que peuvent se faire les époux.

SECTION I

La communauté en tant que régime légal suppléerait dans une très large mesure au droit successoral de l'époux

Un des principaux arguments que l'on fait valoir contre une augmentation éventuelle des droits successoraux du conjoint, est l'avantage qui découlerait, pour ce dernier, du fonctionnement même de notre régime légal. La communauté permet, en effet, à l'époux de prélever, en tant que propriétaire, la moitié des biens que le défunt avait acquis à titre onéreux pendant son mariage; seule l'autre moitié tombe dans la masse successorale. Sur cette part, l'époux prélève encore, cette fois-ci en qualité de successeur irrégulier, un usufruit plus ou moins étendu, selon le degré plus ou moins éloigné des héritiers en présence. Mais, avant tout partage, l'époux semble déjà largement pourvu; c'est en ce sens que M. Desbois a pu écrire, que « lesurvivant recueille, en qualité d'époux commun en biens, une *vocation héréditaire* sur la moitié du patrimoine de son conjoint¹ ».

1. Henri Desbois, « Commentaires sur la loi du 3 décembre 1930 » (D. P. 1931.4.66); également, Troplong, *Des donations et testaments*, n° 165 et Demolombe, t. XVI, n° 176.

En sens opposé, cf. Ed. Lévy, *Lois Nouvelles*, 1931, p. 49 et suiv.

Sous cette forme catégorique, cette affirmation n'est pas seulement une erreur, elle est un non-sens juridique. Déjà, vers la fin du dernier siècle, le grand jurisconsulte Laurent avait montré la fausseté d'une telle assertion : « C'est confondre, disait-il, deux droits (droit matrimonial et droit successoral) essentiellement différents; les époux communs en biens sont associés, donc co-propriétaires; c'est à ce titre, qu'ils prennent la moitié de l'actif. Peut-on dire d'un associé qu'il est héritier? Cela n'a pas de sens¹. »

La remarque de Laurent est d'autant plus justifiée, et l'expression de M. Desbois d'autant plus erronée, que la communauté, dans notre législation moderne, n'est plus uniquement dissoute par la mort de l'un des époux, mais également par le divorce. Il est donc assez paradoxal de considérer comme part successorale, une part qui est indifféremment allouée au conjoint survivant et à l'époux divorcé. A la vérité, on mêle ici deux ordres d'idées essentiellement distincts : « l'ordre des conventions et des régimes, et l'ordre des successions² ».

Sans aller jusqu'à une affirmation aussi catégorique, une grande partie de la doctrine, pour ne pas dire toute la doctrine, ne peut s'empêcher de voir les liens profonds qui unissent, au point de vue du sort réservé au survivant, le droit matrimonial et le droit successoral; ces deux droits se complètent, dit-on, et l'on ne peut raison-

1. Laurent, « Avant projet de révision du Code civil belge, sous l'article 793 » (cité par Delattre, *Les droits du conjoint survivant*, thèse, Paris, 1910, p. 175-176).

2. *Idem*.

nablement porter un jugement sur le second, sans avoir étudié les avantages que comporte le premier.

Capitant¹ voyait même, dans le rapport entre ces deux droits, une raison d'expliquer, sinon d'approuver l'infériorité manifeste, à l'égard du survivant, de notre législation, sur les législations étrangères et notamment sur la législation allemande. Le régime légal adopté dans ce pays par le Code de 1896 est la séparation de biens, plus précisément un régime sans communauté. Il ne peut donc résulter aucun profit pour la veuve ou le veuf, du fonctionnement d'un tel régime; aussi, est-il naturel qu'une part successorale plus importante lui soit allouée, Il n'en est point de même en France, où la communauté supplée dans une très large mesure, d'après Capitant, à la faiblesse du Droit successoral de l'époux.

Mais toute la question est précisément de savoir, si le survivant retire du partage de la communauté, tous les avantages qu'on veut bien dire; or ceci, nous ne le croyons pas, pour les raisons suivantes :

Pendant longtemps, alors que la femme restait au foyer et ne rapportait à la communauté que d'une manière négative, par suite de ses économies, on a pu croire, à tort certes, mais non sans quelque apparence de vérité², que le prélèvement qu'elle opérerait avant tout

1. Capitant, Commentaire au *Dalloz Hebdomadaire*, 1931, p. 5.

2. Il est probable qu'à l'origine, le partage de la communauté dont bénéficiait la femme, fut un véritable gain de survie pour elle; et c'est sous cet aspect que l'envisage Boissonade (*op. cit.*, p. 206). Mais, sous l'influence de l'Eglise, ce prélèvement devait bientôt apparaître comme fait à titre de propriétaire. C'est ainsi que Guillouard dit à ce sujet : « Cette influence bienfaisante (de l'Eglise) allait s'exercer même dans le règlement des intérêts pécuniaires des époux, qui devait s'harmoniser avec la constitution nouvelle de la famille; la famille chrétienne est une société dont

partage successoral, sur les biens de communauté, était pour elle un véritable profit. A tort, disons-nous, car nous sommes persuadé, que son rôle à la fois de gardienne du foyer et d'épargnante, suffisait largement à justifier ce prélèvement¹.

Mais, aujourd'hui, le doute n'est plus permis; la femme travaille, et dans une proportion assez forte, pour que le législateur (en 1907) vienne protéger son salaire contre les emprises du mari². Que cette émancipation de la femme ait eu des répercussions morales (relâchement des mœurs) et économiques (chômage, dénatalité), cela est certain; mais peu importe. Il reste indéniable que, de plus en plus, la femme apporte, dans la communauté, une part souvent équivalente, parfois même supérieure à celle de son époux.

Où sont dès lors les avantages qu'aura la femme qui travaille (et c'est le plus grand nombre, parmi celles qui sont soumises à la communauté légale), d'être commune en biens ou séparée de biens? Certes, dans ce

le mari est le chef; à lui, la direction des intérêts de cette société; mais la femme, unie à lui par les liens que la mort seule brisera, la femme qui dirige et veille au-dedans tandis que le mari travaille au-dehors, la femme doit être propriétaire à la dissolution du mariage, comme le mari lui-même et dans la même proportion de ce qu'ils auront amassé ensemble » (*Contrat de mariage*, p. 26-27).

1. Laurent fait même remarquer que, « quelque soit le régime et alors même que ce n'est pas la communauté, c'est la femme qui joue le grand rôle dans l'économie domestique; le mari gagne l'argent, la femme l'épargne; c'est donc elle qui fonde les fortunes » (*Principes du Code civil*, t. IX, n° 155).

2. D'après le recensement de la population en France, effectué en 1931 (*Statistique générale de la France*) sur 8.835.580 femmes mariées (t. I, 2^e partie) il y en a 4.200.632 qui travaillent d'une profession. Si l'on ajoute à ces dernières, celles qui tout en n'ayant pas de profession distincte de leur époux, l'aident dans son travail (femmes de petits artisans : bouchers, épiciers, charcutiers, etc.), on comprendra à quel point se justifie notre raisonnement.

dernier cas, elle ne prélèvera rien sur les biens gagnés par son mari; mais elle n'aura pas à verser, comme elle devrait le faire si elle était commune en biens, la moitié de ses propres salaires et économies.

Cette contre-partie, la plupart des auteurs la passent sous silence. Capitant semble même l'avoir complètement négligée; c'est ainsi que, dans ses *Commentaires au Dalloz*, après avoir rappelé la phrase suivante du rapporteur de la loi de 1930 : « Il faut, dans toute éventualité, qu'un conjoint soit mieux traité qu'un étranger et particulièrement qu'un concubin », il déclare : « Mais certes, il l'est mieux, puisqu'il prend comme commun en biens, la moitié de la fortune gagnée par son conjoint. » Par contre, le notaire, chargé de liquider la succession, ne peut pas ignorer cette contre-partie, car bien souvent, en apprenant à la veuve qu'elle est obligée de verser aux héritiers du mari la moitié de ses propres économies, livret de caisse d'épargne par exemple, il s'attire de celle-ci des réponses indignées et incrédules.

Remarquons bien, d'ailleurs, que nous n'avons envisagé jusqu'ici que l'hypothèse la plus favorable à l'adversaire, celle où la femme, considérée comme ayant le moins rapporté à la communauté, vient à survivre à son époux; mais ceci n'est en réalité que le simple fait du hasard. Si nous envisageons, au contraire, la situation du mari au décès de son épouse, l'avantage prétendu peut devenir pour celui-ci un véritable préjudice; la moitié des acquêts de communauté qu'il aura acquis, seul, va, en effet, passer aux mains des héritiers de sa femme, sans qu'il ait la contre-partie des biens

que celle-ci aurait gagnés, si elle avait exercé une profession.

D'ailleurs le droit successoral a tout au moins l'avantage d'envisager non seulement les biens de communauté, mais aussi les biens propres ; car, rien ne nous dit que la communauté représente un actif considérable par rapport aux biens propres des époux. Comme le faisait remarquer dans son *Mémoire*, la Cour de Dijon, « la communauté n'est pas toujours fructueuse, tant s'en faut, et alors il n'y a rien à partager ; bien plus, elle peut être mauvaise par la faute du prémourant, et c'est le survivant qui en porte la peine¹ ». Le problème de la dévolution reste alors intact, et les avantages d'un droit successoral favorable au conjoint, apparaissent nettement.

On pourra, il est vrai, objecter que, lorsque la communauté est peu importante ou nulle, il y a de grandes chances pour qu'il en soit de même des biens propres. Cela n'est pas sûr ; au contraire, il arrive souvent que les époux considèrent les immeubles qu'ils ont recueillis de succession, ou qu'ils possédaient avant leur mariage (seuls biens propres dans le régime légal), comme un capital à ne pas aliéner. Par contre, l'existence de ce capital leur sert de prétexte pour dépenser, sans compter, les salaires qu'ils auront gagnés par leur travail.

Il s'agira donc toujours de savoir, si le conjoint doit être préféré ou non aux collatéraux ; tout au moins, aux cousins germains.

1. *Mémoire de la Cour de Dijon*, cité dans le 2^e rapport préliminaire de M. Sébert, *J. off.*, 9 mars 1876, p. 1633.

C'est pourquoi, certaines législations, tout en ayant pour régime légal la communauté, accordent cependant des droits importants au conjoint survivant; ainsi le Code civil brésilien de 1916 appelle l'époux à recueillir, en pleine propriété, la totalité de la succession, immédiatement après les descendants et les ascendants¹; de même la Suisse et la Belgique lui accordent une part successorale étendue. Ces législations ont reconnu qu'une véritable amélioration du sort de l'époux survivant ne pouvait se réaliser que par la reconnaissance de la qualité d'héritier du conjoint, et non par le profit, plus ou moins aléatoire, que retirerait l'époux du partage de la communauté.

Nous voyons donc, que l'on exagère beaucoup les avantages qui découleraient, au profit du survivant, du libre jeu de la communauté légale. Nous ne devons pas nous en étonner outre mesure, car un régime, imposé² à tout ménage n'ayant pas fait précéder son union d'un contrat de mariage, ne peut pas, *a priori*, répondre à toutes les situations individuelles. On nous objectera peut-être que ce que la loi ne peut réaliser, la convention doit certainement pouvoir le faire : c'est ce que nous allons examiner dans les trois sections suivantes.

1. Code civil brésilien, article 1611; cette part successorale est d'autant plus libérale, que le régime légal du Brésil est la communauté universelle de biens (article 258).

2. Certains auteurs, il est vrai, notamment M. Bonnet (Précis de Droit civil, t. III, p. 53), loin de voir dans la communauté légale un régime imposé, y voit le résultat du consentement implicite des époux, puisque l'article 1387 leur permettait de choisir un régime différent : c'est là, semble-t-il, faire singulièrement violence au texte.

SECTION II

Portée exacte des conventions matrimoniales.

C'est encore un argument souvent invoqué contre une extension des droits du conjoint survivant, que la possibilité laissée par le législateur aux futurs époux (par le contrat de mariage) et aux époux (par les donations entre époux), de suppléer eux-mêmes à l'insuffisance de la loi successorale à leur égard.

A une époque, dit-on, où le lien conjugal est devenu si fragile, il vaut mieux s'en rapporter à la convention, plutôt qu'à une présomption souvent fausse, du soin de déterminer l'amitié véritable qui unissait les époux.

Nous allons voir ce qu'il faut penser de cette argumentation. Dans un premier paragraphe, nous ferons un exposé des principales clauses favorables au survivant. Dans un deuxième paragraphe, nous verrons leur impossibilité à suppléer au Droit successoral.

§ 1.

Exposé des clauses favorables au conjoint survivant.

Dans le désir évident de favoriser les mariages, le législateur de 1804 a laissé aux futurs époux, toute latitude pour régler les bases de leur association conjugale; même s'ils doivent, pour cela, apporter des modifications de structure aux régimes-types qu'il leur propose. Or, précisément, parmi les clauses susceptibles

d'être insérées dans un contrat de mariage, il en est, se rapportant plus particulièrement au régime de communauté, qui sont tout à fait favorables au conjoint survivant. Nous voulons parler des clauses modifiant, soit la composition, soit le partage de la communauté, et tendant, les unes à élargir le cadre de la communauté, les autres à attribuer au survivant une plus grande part des biens communs¹.

A. CLAUSES TENDANT A ÉLARGIR LE CADRE
DE LA COMMUNAUTÉ.

Ces clauses, quoique très nombreuses et très diverses, peuvent se ramener à deux types principaux prévus par le Code :

- 1^o La clause d'ameublement (art. 1505 et suiv.);
- 2^o La clause de communauté universelle (art. 1526).

La clause d'ameublement consiste en une mise en commun par les futurs époux, de « tout ou partie de leurs immeubles présents ou futurs » (art. 1505).

La communauté universelle n'est qu'une généralisation de la clause d'ameublement, puisqu'elle fait tomber dans la masse commune, tous les biens sans exception appartenant aux époux, « tant meubles qu'immeubles, présents et à venir » (art. 1526).

Ces clauses ont pour principal objectif d'établir entre les « associés », une égalité parfaite dans leurs fortunes;

1. On peut également stipuler, dans les contrats de mariage, des donations en faveur du survivant; mais ces donations, sauf l'irrévocabilité que leur donne l'insertion dans ce contrat, ressemblent en tous points aux simples donations entre époux étudiées à la section suivante; elles sont en particulier soumises à la réduction, en cas d'héritiers à réserve,

elles entraînent, malgré une disproportion possible dans les apports, une répartition identique dans le partage.

On voit tout de suite, l'avantage certain que peut retirer de telles clauses le conjoint pauvre, lorsqu'il vient à survivre à son époux. Il ne s'agit plus ici pour lui, de recueillir, comme dans la communauté légale, uniquement la moitié des biens acquis en commun; mais aussi, la moitié des immeubles¹ que possédait le prédécédé avant son mariage, ou qui lui étaient advenus, par la suite, de donation ou successions; or ces biens peuvent être très importants.

Mais de telles clauses ont un inconvénient grave; elles sont une arme à double tranchant. Portant uniquement sur la composition de la communauté, elles servent à déterminer la nouvelle masse partageable, quel que soit le mode de dissolution de la dite communauté; d'où il résulte que, en cas de divorce ou de séparation de corps, l'époux qui s'est montré généreux perd, même s'il n'est pas coupable², la moitié des biens ameubliss

1. Voir *infra*, p. 79, note 2.

2. L'article 299 du Code civil, tendant à faire perdre à l'époux contre lequel le divorce aura été prononcé, « tous les avantages que l'autre époux lui avait faits », ne semble pas devoir s'appliquer ici. La plupart des auteurs sont en effet d'avis, qu'on ne peut qualifier d'avantages, que ceux provenant de clauses attribuant à l'un des époux, pour le partage, une part plus forte que la moitié » (Planiol, t. I, n° 1268, *in fine* et 1269).

Voir dans le même sens, Laurent, *op. cit.*, t. III n° 304; Maguet, *Traité-formulaire du Notariat*, t. I, n° 158; *Répertoire pratique Dalloz*, au mot « Divorce », n° 547.

On peut utilement remarquer ici, que la notion d'avantage au sens de l'article 299, est moins large qu'au sens des articles 1496 et 1525, concernant les enfants du premier lit. C'est ainsi que l'article 1496 voit un avantage possible dans « la confusion du mobilier et des dettes », alors que ce n'en est certainement pas un, au sens de l'article 299.

Il faut remarquer toutefois, que lorsque les apports de l'un des futurs époux sont dans une disproportion très forte par rapport à ceux de l'autre,

rendus communs. Il en sera de même, en cas de prédécès du conjoint pauvre; l'ameublement ou la communauté universelle ayant pour unique résultat, de faire passer la moitié des biens du survivant entre les mains des héritiers du défunt.

Il ne semble pas que ce fût là, le but que l'on s'était proposé d'atteindre; car l'époux généreux voit sa générosité se retourner contre lui. Aussi, ces clauses sont-elles extrêmement rares¹, et la pratique a-t-elle plutôt tendance à restreindre la communauté légale aux acquêts², quitte à stipuler, pour le cas seulement de sa dissolution par la mort de l'un des époux, des clauses tendant à augmenter la part du survivant dans la dite communauté.

B. CLAUSES ATTRIBUANT AU CONJOINT SURVIVANT UNE PLUS GRANDE PART DANS LA COMMUNAUTÉ.

A la différence de celles qui précèdent, ces clauses peuvent être soumises, et en fait elles le sont toujours, à la condition expresse qu'elles ne joueront que si la

on peut être amené à voir là une donation déguisée, dont ne peut pas, par suite, bénéficier l'époux coupable.

1. En 1898, sur 82.364 contrats de mariage, 258 seulement portaient adoption du régime de la communauté universelle (*Bulletin de la Société de législation comparée* (juin 1900, p. 564).

2. Le régime légal fait entrer en effet, dans la communauté, non seulement les biens acquis pendant le mariage, mais également les biens meubles que possédaient les époux avant le mariage, ou qui leur viennent de successions ou donations. Etant donné l'importance de plus en plus grande des biens meubles (cf. *supra*, p. 62) le régime légal réalise de nos jours (en partie) une communauté universelle; vu ses inconvénients signalés ci-dessus, ce régime est presque toujours éliminé des conventions matrimoniales.

dissolution de la communauté n'est réalisée que par la mort de l'un des époux ; par suite, les époux divorcés ou séparés de corps ne peuvent pas profiter de ces stipulations. On peut distinguer parmi ces clauses :

1^o Les clauses de préciput (art. 1515 et suiv.) ;

2^o Les clauses de partage inégal de la communauté (art. 1520 et suiv.) ;

3^o La clause d'attribution totale de la communauté (art. 1525).

I. Clauses de préciput.

Ces clauses ont essentiellement pour but, de permettre au survivant le prélèvement, avant tout partage, de certains biens de communauté qu'il prend à titre de propres. Sans cette stipulation, il pourrait arriver que, par suite de mésentente avec les héritiers de l'époux prédécédé, ou pour toute autre cause (présence d'enfants mineurs par exemple), le partage des biens communs ne puisse se faire qu'aux enchères ou par tirage au sort, enlevant au survivant la possibilité de conserver la propriété, soit d'objets auxquels il apportait un particulier attachement (bijoux, meubles meublants), soit de biens qu'il avait un intérêt primordial à conserver (fonds de commerce, droit au bail, par exemple).

D'où les clauses d'attribution des bijoux, clauses de reprise d'un fonds de commerce ou d'un office ministériel, qui sont d'un usage courant¹.

1. Ces clauses ne s'appliquent qu'aux biens de communauté. Elles sont au contraire regardées par une jurisprudence récente, comme de véritables « pactes sur succession future », par conséquent prohibées, lorsqu'elles

II. *Clauses de partage inégal de la communauté.*

Ces clauses ont pour but et résultat d'attribuer au conjoint survivant une part de communauté, supérieure à celle devant revenir aux héritiers de l'époux prédécédé. Elles sont souvent même insérées dans les contrats de mariage sous la forme d'un forfait peu important, auquel pourront uniquement prétendre les parents du défunt sur la masse commune.

III. *Clauses d'attribution totale de la communauté.*

Enfin et surtout, les futurs époux peuvent même stipuler que le survivant d'entre eux aura la totalité des biens de communauté. L'article 1525 semble devoir apporter cependant une restriction importante à cette attribution, puisqu'il donne aux héritiers du prédécédé, le droit de « faire la reprise des apports et capitaux tombés dans la communauté du chef de leur auteur ».

Et de fait pendant longtemps, doctrine et jurisprudence avaient été d'accord pour considérer cette restriction, comme une condition essentielle du caractère onéreux, reconnu à la clause par l'alinéa 2 de l'article 1525¹. C'est ainsi que la stipulation, par laquelle le survivant était autorisé à prendre toute la communauté, y

visent des biens propres au prédécédé. Voir notamment un jugement du tribunal de Rouen, du 5 avril 1921, *Journal des Notaires*, 1921, p. 136, et un arrêt plus récent (arrêt Crémieux) de la Cour de cassation, du 11 janvier 1933 (D. 33.1.10; S. 33.1.161).

1. Article 1525, alinéa 2 : « Cette stipulation n'est point réputée un avantage sujet aux règles relatives aux donations, soit quant au fond, soit quant à la forme, mais simplement une convention de mariage et entre associés ».

compris les apports, était interprétée non plus comme une « convention de mariage », mais comme une donation, susceptible, par conséquent, de réduction, en cas d'atteinte à la réserve¹.

Troplong seul se trouvait en opposition manifeste avec la jurisprudence de l'époque : « Il faut, disait-il, prendre l'ensemble du pacte; l'apport est entré dans la société, il en fait partie. Si l'on peut attribuer la communauté au survivant, on peut donc la lui attribuer avec un de ses éléments naturels, c'est-à-dire avec les mises; il est évident que c'est là une convention aléatoire qui n'a aucun des caractères d'une libéralité² ».

Troplong considérait donc la limitation apportée par l'article 1525, comme purement interprétative de la volonté des contractants; par suite, comme susceptible d'être supprimée, sans que soit changée pour cela la nature juridique de la clause.

Son point de vue devait être, quelques années plus tard, adopté sans réserve par la Cour de cassation, dans deux arrêts célèbres qui révolutionnèrent complètement la jurisprudence antérieure; ce sont l'arrêt Grégoire (arrêt des Chambres réunies) du 19 décembre 1890³ et l'arrêt Pety (de la Chambre civile) du 2 août 1899⁴. Ce dernier, en particulier, est tout à fait explicite et ne laisse aucun doute sur la nouvelle interprétation de la Cour suprême; il déclare, en effet, dans son deuxième attendu :

1. Cf. en particulier, deux arrêts de la Chambre civile de la Cour de cassation du 24 décembre 1850 (D. 51.1.613) et du 15 juin 1870 (D. 72.1.101).

2. Troplong, *Traité du contrat de mariage*, t. III, n° 2181.

3. D. 91.1.417, S. 91.1.129.

4. D. 1901.1.433, S. 1900.1.203.

« Que la faculté que la loi réserve ainsi aux héritiers de l'époux prédécédé, suppose que le contrat de mariage ne s'est point expliqué à cet égard et que... la clause d'attribution totale de la communauté ne cesse pas d'être une convention matrimoniale, et, par suite, n'est pas réputée comme un avantage sujet aux règles relatives aux donations. »

Il serait, évidemment, très intéressant d'étudier les controverses doctrinales qu'ont soulevées les deux arrêts, sur le problème de la nature juridique des diverses conventions de mariage; mais ce serait sortir par trop de notre sujet¹. Mieux vaut montrer l'intérêt exceptionnel que présente pour le survivant des époux l'ensemble de ces clauses.

Cet intérêt vient de ce que le législateur les soustrait

1. Voir à ce sujet, les thèses de M. Courtois (*De la nature juridique des clauses dites « Conventions de mariage »*, Caen, 1924); de M. Pol Robert (*De la nature juridique des avantages matrimoniaux*, Nancy, 1914), et, surtout celle de M. Carbonnier (*Le régime matrimonial, sa nature onéreuse* Bordeaux, 1932).

Le problème qui se pose est le suivant : Lorsque le législateur (art. 1516 et 1525, alin. 2 du Code civil) décide de ne pas soumettre les « conventions de mariage » aux règles relatives aux donations, veut-il reconnaître par là le caractère essentiellement onéreux de ces clauses, ou bien tout en laissant à ces dernières le caractère de libéralités, veut-il les soustraire aux conséquences normales des donations, en ce qu'elles ont de défavorable pour le donataire (réduction, rapport).

Les auteurs ci-dessus concluent tous au caractère onéreux des avantages matrimoniaux, une objection capitale semble pourtant s'opposer à cette manière de voir. C'est qu'en présence d'enfant d'un premier lit, tous les avantages matrimoniaux, même ceux découlant du régime légal (confusion du mobilier et des dettes : art. 1496) sont soumis à réduction (art. 1527).

La disposition de ce dernier article est donc en contradiction formelle avec l'interprétation de ces auteurs. Il semble au contraire, que le législateur, pour favoriser les mariages, ait simplement voulu soustraire les avantages matrimoniaux aux effets ordinaires des donations; mais que, dès qu'un intérêt majeur apparaît (protection des enfants d'un précédent mariage), il fait subir aux conventions de mariage toutes les conséquences des simples libéralités. Cf. dans ce sens, G. Degand (thèse, Paris, 1916, p. 36 à 44).

« aux règles relatives aux donations » (art. 1525, al. 2).

D'où cette triple conséquence :

a) Les biens compris dans ces conventions ne seront pas comptés dans le calcul de la quotité disponible et ne pourront pas être réduits, comme atteinte à la réserve.

b) Pour la même raison, ces biens pourront se cumuler avec la part héréditaire proprement dite, accordée par l'article 767, alinéa 8, du Code civil¹.

c) Enfin, et ceci n'est point négligeable, il y aura pour le survivant, exemption fiscale complète sur tous ces biens, qu'il prélèvera à titre de propres².

Mais c'est surtout la nouvelle extension de la clause d'attribution complète de la communauté, qui confère « aux conventions de mariage » un intérêt incontestable pour le survivant des époux; désormais, celui-ci va pouvoir recueillir l'intégralité de la fortune du prédécédé. Supposons, en effet, que les futurs conjoints aient choisi, pour régime matrimonial, la communauté universelle de biens, avec stipulation expresse que l'attribution totale en sera faite à celui des deux qui survivra à l'autre. La

1. Voir à ce sujet, un arrêt du Tribunal des Requêtes, du 3 février 1908 (D. 1908.1.93). Cet arrêt s'applique spécialement à des avantages découlant de la communauté légale, mais il a une portée générale.

2. L'Administration de l'Enregistrement a tenté maintes fois de faire admettre qu'au point de vue fiscal, les avantages matrimoniaux soient considérés comme rentrant dans la masse successorale.

En particulier, l'article 3 du projet de loi de finances pour 1904, déclarait :

« Sont considérés pour la perception du droit de mutation par décès, comme faisant partie de la succession de l'époux prédécédé, les biens meubles et immeubles, dévolus au conjoint survivant, en vertu d'une convention de mariage rentrant dans les termes des articles 1515 à 1519 et 1520 à 1525 du Code civil » (*J. off.*, Chambre, 4 décembre 1903, p. 3149). Mais chaque fois jusqu'ici ce projet a été repoussé, notamment en 1911 (*J. off.*, Chambre, 11 avril 1911, p. 1902) et en 1913 (*J. off.*, Chambre, 28 février 1915). Cf. à ce sujet, Courtois, *op. cit.*, p. 185-187).

combinaison de ces deux clauses est licite, l'article 1387 du Code civil laissant toute liberté aux intéressés, du soin de régler leurs conventions matrimoniales; or, il en résulte indirectement une exhérédation complète de tous les héritiers du défunt, y compris même les enfants communs. En effet, les biens successoraux sont, en ce cas, absolument inexistants, et l'institution de la réserve ne peut jouer, puisque nous nous trouvons en présence de « conventions de mariage » que le législateur soustrait à la réduction.

Il y a donc, semble-t-il, dans les conventions matrimoniales, un champ illimité laissé aux futurs époux, en vue de suppléer à l'insuffisance du droit successoral à leur égard: et nous serions tenté de conclure, qu'une extension de ce droit successoral n'est pas nécessaire, la convention étant de toute façon préférable à la loi.

Mais cette conclusion serait certainement hâtive, car la pratique nous conduit à une opinion tout à fait différente.

§ 2.

Impossibilité pour les conventions matrimoniales de suppléer à l'insuffisance du droit successoral du conjoint.

Cette affirmation semble être en contradiction formelle avec ce que nous avons dit des « conventions de mariage »; aussi nous empressons-nous d'ajouter, qu'il ne s'agit pas ici d'une impossibilité de droit, mais uniquement d'une impossibilité de fait. Les époux peuvent

bien, par contrat de mariage, donner au survivant d'entre eux l'intégralité de leur fortune; mais la plupart d'entre eux ne le font pas; on constate même une diminution constante de ces contrats de mariage, depuis le milieu du xix^e siècle.

Qu'on en juge plutôt :

Années	Nombre de mariages	Nombre de contrats de mariage	Proportions
1878 ¹	280.000	120.00	42,85 %
1882 ²	281.000	110.397	39,28 %
1903 ¹	300.000	80.000	26,66 %
1907 ²	315.000	76.528	24,29 %
1913 ³	299.000	69.783	23,33 %
1930 ⁴	342.698	77.698	22,67 %

Ainsi, dans l'espace de cinquante-deux ans (1878-1930), la proportion entre le nombre de mariages célébrés et le nombre de contrats de mariage, a diminué d'à peu près la moitié; presque les quatre-cinquièmes des personnes qui se marient aujourd'hui, sont donc soumises, faute de contrat, au régime légal; d'autre part, parmi le petit nombre de ceux qui font précéder leur union de conventions matrimoniales, il en est très peu qui choisissent les clauses qui seraient les plus favorables au survivant d'entre eux. C'est ainsi qu'en 1898, sur 82.364 contrats de mariage, 258 portaient seulement

1. Extrait du journal *l'Economiste français*, du 14 novembre 1903.

2. *Annuaire Statistique de la France*, 1907 (cité par Planiol, t. III, p. 9).

3. Cf. également Planiol, t. III, p. 9.

4. Extrait du journal *Le Temps*, du 21 avril 1931.

adoption du régime de la communauté universelle¹. Le contrat de mariage n'a donc pas l'importance qu'on voudrait lui donner.

Nous voyons bien, il est vrai, l'objection qui peut ici nous être faite et qui n'a pas manqué de l'être, notamment par Troplong. Puisqu'il ne dépendait que de leur bon vouloir, « d'assurer par des dispositions expresses le sort du survivant² », les époux n'ont qu'à s'en prendre à eux seuls, de leur négligence au moment du mariage; c'était à eux de prévoir, et l'on ne peut reprocher au législateur de ne pas avoir fait dans l'ordre successoral ce que les époux n'ont pas voulu faire eux-mêmes lors du mariage.

Cette objection perd beaucoup de sa valeur, si l'on prouve que les raisons qui ont pu déterminer l'abstention des futurs époux proviennent de causes tout à fait étrangères à leur bon vouloir; c'est ce que nous allons constater, en exposant les principaux motifs de la diminution constante des contrats de mariage, en exposant également les raisons qui empêchent les intéressés de stipuler les clauses les plus favorables.

A. CAUSES DE LA DIMINUTION CONSTANTE DES CONTRATS DE MARIAGE.

S'il existe de nos jours une disproportion de plus en plus accusée, entre le nombre de mariages et le nom-

1. *Bulletin de la Société de législation comparée*, juin 1900, p. 564.

2. Troplong (*Des donations et des testaments*, t. II, n° 765). En sens diamétralement opposé, cf. Demolombe (*Des successions*, 1870, t. II, p. 238) qui s'étonne de la faiblesse du droit du conjoint et critique fortement Troplong.

bre des contrats de mariage, c'est peut-être parce que l'on se marie avec beaucoup moins de prévoyance qu'autrefois; mais aussi parce que les époux méconnaissent le plus souvent l'utilité de ces contrats. On voit surtout en eux un moyen de constater les apports personnels de chaque époux, ou les dots qui peuvent leur être faites; aussi, lorsque ces apports et dots sont nuls ou à peu près équivalents de part et d'autre, le contrat de mariage apparaît-il aux familles comme tout à fait inutile et susceptible uniquement d'entraîner des frais fiscaux¹. Cependant, les futurs époux auraient tout intérêt, en ce cas, à régler leurs conventions matrimoniales, ne serait-ce que pour transformer la communauté légale en communauté d'acquêts²; ou encore, pour attribuer au survivant d'entre eux une plus grande part de biens communs. Cela, les intéressés l'ignorent, et c'est pourquoi le plus souvent ils s'abstiennent.

Mais, interpréter cette abstention comme un refus volontaire de s'avantager réciproquement, serait aussi absurde que de la considérer comme une acceptation de toutes les règles de notre régime légal. Le plus qu'on puisse dire, c'est qu'il y a eu négligence de leur part, négli-

1. Ces frais sont cependant peu élevés; ils comprennent actuellement un droit fixe de 37 fr. 50 (C. enreg., art. 331) augmenté d'un droit proportionnel de 0 fr. 50 % sur le montant des apports des époux (C. enreg., art. 368, modifié par un décret du 21 sept. 1935). Quant aux donations entre époux, elles sont assujetties au droit fixe de 56 fr. 50 (C. enreg., art. 332). Les conventions de mariage proprement dites, ne sont soumises à aucun droit fiscal, comme nous l'avons déjà dit *supra*, p. 84, note 2.

2. Dans la communauté réduite aux acquêts, ne sont compris que les biens (meubles et immeubles) acquis pendant le mariage. La communauté légale comprend en outre les biens meubles que chaque époux possédait avant le mariage ou qui lui viennent de successions.

gence irréparable, puisque le régime matrimonial ne peut recevoir aucun changement après le mariage.

**B. CAUSES EMPÊCHANT LES FUTURS ÉPOUX DE STIPULER
DES CLAUSES QUI LEUR SÉRAIENT CEPENDANT FAVORABLES.**

On pourrait s'étonner davantage, de voir des futurs époux rédigeant un contrat de mariage, ne point stipuler des clauses qui seraient particulièrement favorables à celui des deux qui survivrait à l'autre. Mais ici encore, bien des raisons suffisent à justifier leur abstention.

Si, d'un point de vue tout à fait théorique, on peut parler des possibilités illimitées qu'auraient les conjoints de suppléer eux-mêmes à l'insuffisance du Droit successoral à leur égard, en fait, l'éventualité du divorce fausse complètement, dans notre législation, l'économie du contrat de mariage. Du moment, en effet, où les liens qui unissent les époux peuvent se rompre autrement que par la mort, il n'est plus possible d'envisager des clauses, dont l'essence même est d'être définitives. Qu'on le veuille ou non, la possibilité d'une rupture ne peut être complètement absente le jour de la passation du contrat; le serait-elle, que le notaire rédacteur se ferait un devoir de rappeler les contractants à la prudence, au sujet de clauses dont ils pourraient avoir un jour à regretter l'insertion.

Le contrat de mariage n'a plus comme autrefois ce caractère de véritable « charte de famille », où sans appréhension possible d'une rupture, les futurs époux cherchaient à stipuler surtout les clauses qui favoriseraient le survivant.

De nos jours, au contraire, le contrat de mariage apparaît comme un moyen de sauvegarder jalousement les droits respectifs de chaque époux, au cas où l'entente n'aurait pu se réaliser à l'intérieur du ménage.

Bien souvent d'ailleurs, ce ne sont point les intéressés eux-mêmes qui règlent leurs conventions matrimoniales, mais leurs parents respectifs. Or, il est évident que ceux-ci ne peuvent voir avec la même faveur des clauses qui, éventuellement, pourraient profiter à leur gendre ou belle-fille; et ceci à leur propre détriment.

Enfin, dans un autre ordre d'idées, mais agissant certainement, l'irrévocabilité attachée à toutes les clauses contenues dans un contrat de mariage, peut faire hésiter les futurs époux à les stipuler, sans que l'on puisse pour cela les taxer de méfiance réciproque. Il faut y voir uniquement de la prudence; l'affection qu'ils peuvent alors avoir l'un pour l'autre, n'est peut-être pas encore assez puissante, pour que chacun d'eux consente à aliéner *définitivement* sa liberté à cet égard.

Ainsi donc, le nombre de contrats de mariage est trop infime, les stipulations favorables au conjoint sont trop rares, pour que l'on puisse s'imaginer que les conventions matrimoniales suppléent à l'insuffisance de droit successoral du conjoint.

SECTION III

Portée exacte des donations et des legs entre époux.

Les donations ou les legs que les époux peuvent se faire l'un à l'autre pendant le mariage, n'ont pas, vis-à-vis du survivant, des effets aussi complets que les « conventions de mariage », au sens restreint donné par le législateur lui-même à cette expression (art. 1516 et 1525). Leur infériorité ne vient pas de leur caractère essentiellement révocable (art. 1035 et 1095), mais de la réduction dont ces dispositions à titre gratuit sont susceptibles, en cas d'atteinte à la réserve. Nous savons qu'au contraire, le caractère onéreux reconnu aux « conventions de mariage », soustrait celles-ci à toute réduction.

Il y a d'ailleurs, dans cette infériorité des donations et des legs, un peu d'illogisme et beaucoup d'injustice.

De l'illogisme, car c'est à une époque (pendant le mariage) où les époux, se connaissant mieux, ont le plus de raisons de se faire des libéralités, que le législateur apporte le plus de restrictions.

De l'injustice aussi, car, en fait, seules les personnes qui ont quelque fortune au moment de leur mariage, rédigent un contrat et peuvent ainsi bénéficier du régime de faveur accordé aux conventions de mariage.

On a, il est vrai, créé une quotité disponible spéciale entre époux, à l'effet de permettre au survivant de recueillir davantage qu'un simple étranger.

C'est ainsi que le conjoint, institué par le prémou-

rant légataire universel, a droit, quel que soit le nombre d'enfants communs, à un quart en pleine propriété et un quart en usufruit, des biens composant la succession¹ (art. 1094, alin. 1).

De plus, en présence seulement d'ascendants, la quotité disponible entre époux est augmentée, par la loi du 3 décembre 1930, de la nue propriété des biens composant la réserve de ceux-ci² (art. 1094, alin. 2).

Ce n'est pourtant pas, dans un élargissement de la quotité disponible entre époux, que l'on peut arriver à une solution, capable de suppléer à l'insuffisance du droit successoral du conjoint. La majeure partie des ménages qui, plus par ignorance ou négligence que par idée préconçue, ne se sont pas fait des donations réciproques, se trouvent en effet exclus de la disposition spéciale en leur faveur.

C'est ce que faisait précisément remarquer la Cour de Lyon, dans son rapport sur le projet de loi Delsol : « Vainement, dira-t-on que les époux, au défaut de la loi, peuvent se faire entre eux telles libéralités que bon leur semble... Remède inefficace ! Insuffisant palliatif !

« Combien d'hommes ont l'intention de tester qui dif-

1. En présence d'un seul enfant commun, la quotité de l'article 1094 est défavorable à l'époux, puisque la quotité disponible ordinaire est, en ce cas, de la moitié en pleine propriété; malgré l'effort et le talent de M. Bénéch pour montrer que la quotité disponible entre époux ne pouvait jamais être inférieure à la quotité disponible ordinaire, la Jurisprudence a toujours jugé selon le texte littéral de l'article 1094, alinéa 1). Cf. Bénéch, *De la quotité disponible entre époux*.

2. L'article 1094 primitif accordait à l'époux, l'usufruit de la réserve des ascendants, ne laissant à ceux-ci que la nue-propriété; ce qui était tout simplement absurde, l'ascendant ayant peu de chance de survivre à son gendre ou à sa belle-fille. Cette anomalie avait été supprimée par la loi du 14 février 1900 qui ne faisait aucune distinction, pour la quotité disponible, entre l'époux et l'étranger.

fèrent de le faire, et à qui les surprises de la mort en ôtent le moyen¹. »

Combien en est-il aussi qui, près d'un époux dangereusement malade, ne veulent pas demander à ce dernier un testament qu'ils sauraient être en leur faveur, afin de ne pas lui révéler la gravité de son état.

Certes, la pratique note, depuis quelques années, un accroissement sensible des donations entre époux; nous ne devons pas en conclure qu'une réforme successorale est inutile. Cet accroissement indique, bien au contraire, à quel point cette réforme est nécessaire; puisque tant de personnes désirent se soustraire aux règles normales de notre dévolution héréditaire, c'est que celles-ci ne correspondent plus du tout au « testament présumé » du défunt, et qu'elles doivent être changées.

SECTION IV

Portée exacte de quelques stipulations avantageant indirectement le conjoint survivant.

En dehors des conventions matrimoniales, donations ou legs qu'ils ont pu se faire, les époux ont encore, semble-t-il, la possibilité d'avantager le survivant d'entre eux, au moyen de certaines stipulations, telles que :

1^o La stipulation d'une assurance sur la vie en faveur du survivant.

1. Cf. 2^e rapport préliminaire de M. Sébert (*J. off.*, 9 mars 1896, p. 1632, 2^e colonne).

2° La stipulation d'une rente viagère réversible au profit du survivant.

3° La stipulation tendant à imputer la dot des enfants sur la succession du prémourant.

Nous allons examiner la portée, par ailleurs inégale, de ces trois stipulations.

§ 1.

Stipulation d'une assurance sur la vie en faveur du survivant.

Il arrive assez fréquemment que les époux, pour parer à la grande gêne qui pourrait résulter d'une mort prématurée, contractent une assurance sur la vie au profit du survivant, le contrat stipulant expressément que la totalité du capital promis sera versée à ce dernier.

Jusqu'à ces derniers temps, cette stipulation ne pouvait produire ses pleins effets, parce qu'une jurisprudence constante décidait que le survivant, étant le seul bénéficiaire de l'assurance, devait à la communauté l'entière récompense des sommes que celle-ci avait payées sous forme de primes; cette récompense était due tout au moins, jusqu'à concurrence du capital souscrit¹; ce qui rendait l'avantage assez illusoire pour le survivant, surtout lorsque les époux avaient contracté l'assurance depuis de longues années.

De plus, le capital assuré était regardé comme un

1. Cf. Nancy, 18 février 1888, D. 89.2.198, S. 90.2.27; Riom, 8 juillet 1890, S. 91.2.185, note Labbé; Paris, 8 mars 1911, D. 1912.2.321.

conquêt de communauté¹, par suite la moitié de ce capital était considérée comme une libéralité faite par le prémourant au survivant ; susceptible, donc, de réduction en cas d'atteinte à la réserve.

Tous ces inconvénients devaient disparaître avec la loi du 13 juillet 1930, relative au contrat d'assurance.

L'article 68 alinéa 1 de cette loi dit en effet formellement, que « les sommes payables au décès de l'assuré » à un bénéficiaire déterminé ne sont soumises ni aux » règles du rapport à succession, ni à celle de la réduction pour atteinte à la réserve des héritiers de l'assuré » ; le capital assuré peut donc se cumuler avec le droit héréditaire de l'époux.

Le législateur décide même, dans l'article 71, que « le bénéfice de l'assurance contractée par un époux *commun en biens*, en faveur de son conjoint, constitue un propre pour celui-ci » ; et il ajoute : « Aucune récompense n'est due à la communauté, en raison des primes payées par elle » ; à moins que celles-ci n'aient été manifestement exagérée eu égard à ses facultés².

L'avantage que peut retirer de cette nouvelle législation le conjoint survivant, est donc énorme ; en effet, avec un prélèvement minime opéré sur la communauté, prélèvement dont il n'a plus à fournir récompense, l'époux se voit attribuer, à titre de propre, un capital souvent assez important par rapport à la masse successorale. On doit même voir, dans ces dispositions, un

1. Cf. Planiol, *op. cit.*, t. II, p. 778, n° 2202. Voir cependant Cass., arrêt du 9 mai 1881 (D. 82.1.97, S. 81.1.337).

2. Voir article 68, alinéa 2 de la loi.

indice sûr de la faveur avec laquelle le législateur considère, de nos jours, le conjoint survivant.

Cependant, tout comme pour les conventions de mariage, on peut reprocher à cette loi de n'atteindre qu'une faible partie des ménages, et de ne pouvoir par suite suppléer que partiellement à une amélioration des droits successoraux de l'époux.

§ 2.

Stipulation d'une rente viagère réversible au profit du survivant.

Lorsque des époux communs en biens se constituent une rente viagère, ils peuvent stipuler que ladite rente sera réversible au profit du survivant, dans le désir de faire profiter le dernier mourant de la totalité des arriérages.

Mais une jurisprudence constante empêche ce résultat de se produire; elle décide en effet, que lorsque la rente a été fondée sur l'aliénation de biens de communauté (un immeuble par exemple), le survivant doit à la communauté une récompense basée sur la valeur de la rente au jour du décès du prémourant¹. On oblige ainsi le survivant à payer aux héritiers de son époux tout le bénéfice qu'il peut retirer de la stipulation. Le profit qu'il en a est donc nul.

Même si la Jurisprudence adoptait les vues si magistrales de Labbé, dans sa note au Sirey², c'est-à-dire si

1. Cass., 16 décembre 1867 (D. 68.1.270, S. 68.1.118); Cass., 20 mai 1873 (D. 74.1.72); Paris, 16 février 1923 (D. 1923.2.21).

2. S. 1865.2.4.

elle considérerait la clause de réversibilité comme une libéralité faite par le prémourant au survivant (libéralité qui serait dispensée par l'article 1973 du Code civil, des formes requises pour les donations), cette clause de réversibilité ne comporterait pas, comme le contrat d'assurance, un avantage *spécial* pour le survivant ; étant une libéralité, elle ferait double emploi avec les donations entre époux, étudiées dans la section précédente.

§ 3.

Stipulation tendant à imputer la dot des enfants sur la succession du prémourant.

Lorsque des parents constituent une dot à leur enfant commun, sans indiquer la portion pour laquelle ils entendent y contribuer, l'article 1438 du Code civil déclare qu'« ils sont censés avoir doté chacun pour moitié, soit que la dot ait été fournie ou remise en effets de communauté, soit qu'elle l'ait été en biens personnels à l'un des époux ».

Par suite, à la dissolution de la communauté, chacun des époux, ou leur succession, devra récompense, pour moitié à la communauté.

C'est précisément pour éviter que cette présomption ne joue contre le survivant, que l'on insère assez couramment une clause dans laquelle il est dit, que ne devra être considéré comme constituant de la dot, que celui des époux qui viendra à décéder le premier¹. Le

1. Evidemment, pendant la vie des constituants, la clause d'imputation fait régner l'incertitude sur celui des deux époux qui sera censé

survivant est donc censé avoir été complètement étranger à la donation, et ne doit aucune récompense. Comme d'autre part la communauté se compose de la même quantité de biens que s'il n'y avait pas eu de dot, puisque le montant de cette dot figure, au titre des récompenses, dans l'ensemble des biens de communauté, l'intérêt pour le survivant semble évident.

Supposons par exemple, que des époux communs en biens aient constitué à chacun de leurs trois enfants une dot de 50.000 francs, soit en tout 150.000 francs; et que les biens de communauté existant au décès s'élèvent également à 150.000 francs.

La communauté se liquidera de la manière suivante :

Biens existant au décès	150.000 fr.
Récompenses	150.000 fr.
Total	300.000 fr.

dont 150.000 francs pour le survivant, et 150.000 francs pour la succession du prémourant.

I. Au cas où c'est l'article 1438 qui joue, le survivant et la succession doivent chacun une récompense à la communauté, de la moitié des dots constituées, soit 75.000 francs. Chacun ne touchera donc que (150.000 — 75.000) 75.000 francs.

II. Au contraire, si la clause d'imputation a été insérée dans le contrat de mariage des trois enfants, la sur-

être le seul donateur. Aussi, la Jurisprudence décide-t-elle que, « durant l'existence des époux constituants, l'imputation de la dot sur la succession du prémourant n'existe pas » (arrêt de la Cour de Rennes du 27 juillet 1877, D. 81.1.156, S. 81.1.321).

vivant, ne devant aucune récompense, prendra les 150.000 francs, soit tout l'actif au décès, et la succession du prémourant n'aura droit à rien : la récompense due par elle à la communauté étant égale à la part lui revenant dans ladite communauté.

Il faut toutefois remarquer qu'il n'y aurait vraiment avantage pour le survivant, que si la loi faisait aux père et mère une obligation de doter leurs enfants¹. Or l'article 204 déclare implicitement le contraire, puisqu'il y est dit que « l'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement ».

Cette clause n'intéresse d'ailleurs qu'une minorité d'époux, car si les contrats de mariage sont déjà rares, ceux qui contiennent des attribution de dot le sont encore plus.

1. En effet, si dans l'exemple cité plus haut, les époux n'avaient constitué aucune dot à leurs enfants, ils auraient retrouvé en nature les biens qu'ils leur ont versés. La communauté se serait donc toujours composée de 300.000 fr., et le survivant aurait eu, comme il a par l'insertion de cette clause, la moitié, c'est-à-dire 150.000 fr.

CHAPITRE III

LA RECONNAISSANCE DE LA QUALITÉ D'HÉRITIER EN FAVEUR DU CONJOINT SERAIT INOCCASIONNELLE

La reconnaissance de la qualité d'héritier à l'époux survivant serait, dit-on encore, inopportune; et cela pour deux raisons :

1^o D'abord parce qu'elle serait une atteinte irrémédiable à la parenté collatérale.

2^o Ensuite, parce qu'elle tendrait à favoriser aussi bien l'époux indigne que l'époux méritant.

Nous allons voir dans les deux sections suivantes ce qu'il faut penser de ces nouvelles objections.

SECTION I

La reconnaissance de la qualité d'héritier à l'époux survivant serait une atteinte irrémédiable à la parenté collatérale.

Il y a déjà longtemps que ces craintes avaient été exprimées, au nom de la Cour de cassation, par son

rapporteur général, le conseiller Baudouin : « Si l'on intercalait, disait-il, à un degré quelconque de la ligne des parents, le droit si différent du conjoint, on briserait à cet endroit même la chaîne de la consanguinité, et l'on donnerait une arme puissante à ceux qui voudraient rapprocher de la souche, le droit du fisc¹ ».

En conséquence, la Cour de cassation repoussait comme néfaste et inopportune toute réforme étendant les droits du conjoint au détriment de la famille; comme si le maintien d'une dévolution successorale désuète pouvait, en quoi que ce soit, enrayer une évolution sociale si favorable à l'époux survivant ! Celui-ci ne faisait-il pas désormais partie de la famille moderne ?

Même prise en elle-même, l'objection se justifie-t-elle ? L'incorporation du conjoint dans la liste des héritiers brise-t-elle vraiment « la chaîne de la consanguinité ? »

Il faut bien avouer au premier abord que les événements semblent avoir donné singulièrement raison à la Cour suprême.

La souci d'améliorer le sort du conjoint devait en effet servir de prétexte au législateur de 1917, pour ramener la limite de la parenté collatérale du douzième au sixième degré.

Mais ce n'était là qu'une conséquence indirecte et non le motif profond de la réforme, motif qui était d'ordre purement fiscal².

D'ailleurs ainsi que le fait très justement remarquer

1. Cf. Rapport de la Cour de cassation. *J. off.*, 13 mars 1876, p. 1766.

2. Cf. *infra*, p. 30-31.

M. Voirin, cette évolution sociale « n'implique à aucun degré la désagrégation de la famille, mais sa transformation¹ ». La vocation successorale de l'époux est peut-être la conséquence de cette transformation; elle n'en est certainement pas la cause. « La famille, a-t-on dit, est une question de sentiment non une question d'argent² ». C'est là l'unique raison qui doit faire préférer comme héritier le conjoint, à de vagues collatéraux plus souvent unis au défunt par les liens de l'intérêt que par ceux d'une affection réelle.

Au reste, préférer ne veut pas dire exclure, et la liste des successibles ne doit pas forcément s'arrêter à l'époux survivant; dans les législations les plus favorables au conjoint (en Allemagne, en Suisse, au Brésil etc...) ce n'est pas le survivant qui succède à défaut de collatéraux ordinaires, mais bien ces derniers qui succèdent à défaut de conjoint³. En Allemagne même, la parenté est illimitée⁴.

Comment prétendre après cela qu'une reconnaissance de sa qualité d'héritier serait une atteinte irrémédiable à la parenté par le sang !

1. Voirin, « La famille et l'héritage », dans *Le maintien et la défense de la famille par le Droit* (Sirey, 1930), p. 155.

2. Ernest Lafon, *Débats parlementaires, J. off.*, Chambre 1920, Séance du 20 avril, session ordinaire, p. 1132 (3^e colonne).

3. La loi suédoise du 9 juin 1928 accorde même à l'époux survivant (ch. II) toute la succession, à défaut seulement de descendants du défunt; une règle originale est cependant introduite : à la mort du survivant, la moitié des biens successoraux sont dévolus aux héritiers du prémourant. La conservation des biens dans les familles, est donc, en partie, assurée.

Cf. à ce sujet : R. Rodière, *Bulletin trimestriel de la Société de législation comparée*, oct. 1937, p. 308.

4. Cf. Delattez, *Les droits du conjoint survivant. Etude de législation comparée* (thèse, Paris, 1910).

SECTION II

La reconnaissance de la qualité d'héritier à l'époux survivant favoriserait l'époux indigne.

La reconnaissance de la qualité d'héritier au conjoint serait, dit-on encore, inopportune, parce qu'elle tendrait à favoriser aussi bien l'époux indigne que l'époux méritant : « L'absence de disposition en faveur d'un survivant méritant, dit exactement la Cour de Rennes, dans son rapport sur le projet de loi Delsol, sera certainement regrettable, mais il le serait encore plus d'assurer un droit à l'époux indigne¹. »

Cette objection est assez faible et ne nous paraît pas devoir être retenue pour plusieurs raisons.

D'abord elle n'est pas spéciale à l'époux et peut s'appliquer aussi bien à n'importe quel héritier *ab intestat*. Combien de personnes ont été appelées à recueillir une succession, qui étaient loin cependant d'en être dignes !

Faut-il d'ailleurs s'en étonner ?

N'est-il pas évident qu'une loi, statuant au général, ne puisse répondre à toutes les situations individuelles ? Si l'on voulait qu'il n'y ait jamais d'injustices commises, il faudrait ne tolérer que les successions testamentaires, ce qui, pratiquement, est impossible.

De plus, rien ne nous dit qu'il y aurait beaucoup d'époux indignes, recueillant la succession de l'époux

1. Cf. Rapport Sébert, *J. off.*, 13 mars 1876, p. 1765.

prédécedé. Certes, le nombre de plus en plus considérable de divorces nous montre à quel point le lien conjugal est devenu fragile; mais cela n'implique rien en faveur de l'argumentation de la Cour de Rennes, au contraire. Car, ce ne sont ni les époux divorcés ni les époux séparés de corps¹ qui seraient appelés à bénéficier de la réforme, mais bien seulement ceux qui seraient restés unis jusqu'à la mort.

A cela on pourra, il est vrai, objecter qu'il existe bien des personnes qui, par scrupule religieux, par respect pour le nom de leurs enfants ou par crainte du scandale, ne veulent pas divorcer.

Il restera toujours à celles-ci la possibilité de faire alors un testament tendant à exhériter l'époux indigne. Or, c'est un fait souvent constaté, que le ressentiment, plus encore que l'affection, pousse les hommes à manifester par écrit leurs dernières volontés.

1. D'après l'article 767 il est vrai, l'époux en faveur duquel un jugement de séparation de corps a été prononcé, ne perd pas sa vocation héréditaire. Cela nous semble injustifié, car si l'on doit s'appuyer sur le principe du testament présumé, il y a beaucoup de chances pour que l'époux, même coupable, préfère sa propre famille à son conjoint. C'est pour cela que, dans la réforme de l'article 767, que nous proposons plus loin, nous écartons aussi bien de la succession l'époux non coupable, que l'époux indigne. Tout au plus, laisserions nous à l'époux indigent le bénéfice de l'article 205.

TROISIÈME PARTIE

Améliorations à apporter à la législation actuelle. — Projets de réforme.

Après avoir montré dans une première partie la faiblesse de notre droit successoral à l'égard du conjoint survivant et dans une deuxième partie, combien étaient peu fondées les objections faites à une amélioration de ce droit, il nous faut maintenant rechercher quelles sont les réformes qui seraient le plus susceptibles de donner à l'époux la place qu'il mérite dans notre dévolution héréditaire.

Nous diviserons cette troisième partie en trois chapitres.

Chapitre premier. — Reconnaissance en faveur du conjoint survivant de la qualité d'héritier. Son bien-fondé.

Chapitre II. — Augmentation du droit successoral de l'époux survivant.

Chapitre III. — Amélioration de la quotité disponible entre époux.

CHAPITRE PREMIER

RECONNAISSANCE EN FAVEUR DU CONJOINT SURVIVANT DE LA QUALITE D'HERITIER. SON BIEN-FONDÉ

L'examen que nous venons de faire, des principales objections concernant une amélioration des droits successoraux du conjoint survivant, nous a amené à penser que l'on exagérât beaucoup les avantages que retire l'époux, en dehors même de son droit héréditaire; que d'ailleurs rien ne s'opposait, en droit, à ce que la qualité d'héritier lui fût reconnue. Aussi faire du conjoint, actuellement successeur irrégulier, un héritier au même titre que les parents par le sang (légitimes ou naturels), nous paraît être pour le législateur une des premières réformes à réaliser; d'autant que de multiples raisons semblent confirmer par ailleurs le bien-fondé de cette réforme.

Ces raisons, nous les trouvons tout d'abord dans le fondement même que le législateur de 1804 a assigné à la dévolution successorale : l'affection présumée du défunt.

Il paraît bien évident, en effet (le tribunal de Montpellier le faisait déjà remarquer lors des Travaux préparatoires), que « si l'on se fixe sur la volonté présumée du

défunt, l'époux devrait toujours être appelé à la succession de l'épouse¹ ».

On est d'autant plus en droit de présumer de nos jours cette affection, que le conjoint a beaucoup moins à craindre que jadis la rivalité à cet égard du frère, de l'oncle ou du cousin de son époux; en effet, alors que ceux-ci vivaient autrefois sinon sous le même toit, tout au moins dans le même village, ils forment de plus en plus, à notre époque, « une maison à part ». Les relations entre parents, même très proches, deviennent rares par suite de l'éloignement; d'où un affaiblissement sensible de l'affection collatérale, affaiblissement dont bénéficie presque toujours le conjoint.

D'autre part, plusieurs auteurs l'ont remarqué², lorsque le législateur nous assure que la dévolution successorale a été calquée sur le testament présumé du défunt, il envisage ce testament non pas tel qu'il aurait été rédigé par le défunt, il lui eût été impossible d'ailleurs de connaître les sentiments particuliers à chaque individu, mais tel qu'il aurait dû l'être. Il se mêle donc à l'idée d'affection, une idée de devoir; les biens successoraux devant être, de préférence, dévolus aux per-

1. Voir Fenet, t. IV, p. 439 (Observations du Tribunal de Montpellier sur l'article 75 du titre des successions).

Le Tribunal concluait d'ailleurs : « Il est certain que le projet de loi n'est pas d'accord avec le principe ».

2. Cf. Toullier (*Droit civil français*, t. IV, p. 134) : « Si la loi n'avait qu'à suppléer la volonté de l'homme qui meurt sans l'avoir exprimée, elle ne pourrait limiter la faculté de disposer, réduire les donations excessives, ni annuler celles qui ont pour cause des affections désordonnées; ce ne sont donc pas les affections ou la volonté présumée du défunt que le législateur doit prendre pour règle; c'est sa volonté telle qu'elle devrait être, sa volonté conforme à son devoir; c'est donc en dernière analyse sur les devoirs du défunt que doit être réglé l'ordre des successions ».

Cf. également Vallier, *op. cit.*, p. 379, § 529; Planiol et Ripert, *Traité pratique*.

sonnes envers lesquelles le défunt avait le plus d'obligations.

Or, à cet égard, la position du conjoint-héritier se trouve singulièrement renforcée; il existe, en effet, entre les époux, des obligations précises déterminées par le législateur lui-même dans son article 212 : « Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance. »

De telles obligations ne sont point imposées, au contraire, entre collatéraux, même privilégiés comme les frères et sœurs¹, *a fortiori* entre les cousins germains.

Si, donc, le conjoint survivant se trouve, vis-à-vis de notre principe de dévolution, dans une situation nettement supérieure à celle de n'importe quel collatéral, son intégration dans la liste des héritiers s'impose; il est temps de faire cesser une anomalie choquante, que seuls des préjugés tenaces, datant de l'Ancien Droit, ont pu maintenir jusqu'à nos jours.

En dehors de la question de justice qui s'attache à la reconnaissance de la qualité d'héritier au conjoint survivant, celui-ci trouverait dans son nouveau titre un avantage positif évident : il serait saisi de plein droit des biens successoraux comme le sont actuellement tous les autres héritiers du défunt, et il aurait, comme eux, l'exercice des actions possessoires.

1. C'est justement cette absence d'obligations entre frères et sœurs qui a déterminé le législateur de 1804 à ne pas rétablir à leur profit une réserve : « Toute légitime est une dette ! disait au Tribunat Murairé ; or, les enfants doivent pourvoir aux besoins de leurs pères, mais la même obligation n'existe pas à l'égard des frères » (Fenet, t. XII, p. 323).

CHAPITRE II

AUGMENTATION DU DROIT SUCCESSORAL DE L'ÉPOUX SURVIVANT

SECTION I

Rang que doit avoir l'époux survivant dans la dévolution successorale. Nature et quotité de son droit selon les cas.

Une fois la qualité d'héritier reconnue au conjoint survivant, se pose tout naturellement à nous, la question de savoir quel rang successoral celui-ci va occuper parmi les parents de l'époux prédécédé. C'est là, on le conçoit, une question essentielle; il ne servirait à rien pour le conjoint, d'avoir toutes les prérogatives reconnues aux héritiers en général, notamment la saisine, s'il ne devait se servir de son titre que d'une manière exceptionnelle; il vaudrait même mieux pour lui qu'il reste successeur irrégulier, mais qu'il acquière un rang meilleur.

Ici encore, nous devons trouver une solution satisfaisante, en nous inspirant du principe de notre dévolution successorale : « l'affection présumée ». Les ascendants, les enfants, le conjoint forment, en effet, le petit nombre

de personnes, envers lesquelles le défunt avait des obligations précises (articles 205 et 212); c'est donc à elles que doivent aller tout d'abord les biens successoraux.

Peut-être faut-il adjoindre à ce groupe privilégié, les frères et sœurs, étant donnés les liens intimes de parenté qui les unissent au défunt. Le Code civil a déjà sanctionné ce lien, en les appelant à la succession en concours avec les père et mère (art. 748).

§ 1.

En présence de collatéraux ordinaires.

Mais il est certain que, ces proches parents mis à part, le conjoint doit éliminer complètement tous les collatéraux ordinaires, y compris les oncles et les cousins germains; même le droit en nue propriété que la loi du 29 avril 1925 (V. art. 767 nouveau) a laissé à ceux-ci, doit disparaître.

Que ce soit du point de vue des devoirs contractés par le défunt, ou du point de vue de l'affection, l'époux survivant semble nettement préférable¹.

Evidemment, cela ne veut pas dire, comme le craignait la Cour de cassation², que l'on doive arrêter au conjoint la liste des successibles.

En son absence, les collatéraux du sixième degré doivent, selon nous, toujours faire partie de notre dévolution successorale.

1. C'est le même ordre de considérations qui a amené le législateur de 1896 à supprimer le concours successoral qui existait autrefois entre l'enfant naturel et les collatéraux ordinaires (voir ancien article 757).

2. Voir *supra*, p. 101-104.

§ 2.

*En présence des ascendants, frères ou sœurs,
descendants de frères ou sœurs.*

En présence des père et mère ou de frères ou sœurs, la question est beaucoup plus délicate à trancher; car si le défunt avait des obligations certaines vis-à-vis de son conjoint, il en avait également envers ses père et mère.

Faut-il appeler en ce cas le conjoint en concours avec les parents? Faut-il, au contraire, lui donner un rang distinct, inférieur ou supérieur?

La première solution nous apparaît la seule possible; les obligations que pouvait avoir le défunt envers ses père et mère, ou son conjoint, sont de nature si différente qu'il semble impossible de tirer de leur comparaison, aucune marque de préférence; aussi l'opinion suivante de Delsol ne nous a jamais paru aussi justifiée que dans le cas présent : « Dans la conciliation, dit-il, qu'il faut établir entre les droits de l'époux et ceux de la consanguinité, il semble rationnel et juste de partager la succession par moitié¹ ».

Seulement, au lieu de n'envisager, comme le rapporteur de la loi de 1891, qu'un partage en usufruit, nous proposons un partage en pleine propriété, notamment pour deux raisons :

A. En présence de l'époux survivant, les père et mère reçoivent, sous le régime actuel de la loi, en pleine

1. Rapport Delsol, du 20 février 1877 (D. 91.4.20).

propriété, la moitié des biens successoraux, et, en nue propriété, l'autre moitié, dont l'usufruit seulement revient au conjoint; or, pratiquement, ils ne profitent pas de cette dernière attribution, étant donné que leur gendre (ou belle fille) a de grandes chances de leur survivre; puis, avoir une nue propriété de biens dont on n'a pas grand espoir de posséder un jour la jouissance, représente un avantage minime, à côté des inconvénients multiples qu'engendre toujours l'usufruit.

B. Quant aux frères et sœurs du défunt qui, d'après les règles même du Code civil (art. 751), sont appelés à concourir avec les père et mère; ils n'ont pas, selon nous, assez de droits à opposer au conjoint, pour qu'une division aussi néfaste que celle des biens successoraux, en nue propriété et usufruit, soit maintenue en leur faveur; et nous trouvons suffisamment élevée la part (moitié) qu'ils auraient à recueillir, souvent seuls, dans la succession de l'époux prédécédé.

§ 3.

En présence de parents naturels.

L'enfant naturel, malgré les liens étroits qui l'unissent à ses père et mère, ne recueille jamais la totalité de la succession, lorsqu'il se trouve en présence de proches parents légitimes du défunt (ascendants, frères ou sœurs, descendants de frères ou sœurs¹), ou du conjoint

1. Il ne la recueille évidemment pas complètement en présence des descendants légitimes, mais en ce cas, le concours de ceux-ci s'impose par la force des choses.

de celui-ci¹. Le législateur, même celui de 1896, a tenu à reconnaître par là, la supériorité de la famille légitime sur la famille naturelle.

Cependant, alors que les parents par le sang reçoivent une part en pleine propriété (un quart : voir art. 759), l'époux ne recueille qu'une part en usufruit (la moitié : voir article 767). Nous ne voyons plus aucune raison de faire une telle distinction; et c'est pourquoi nous serions d'avis d'accorder en pleine propriété la moitié de la succession au conjoint survivant, l'enfant naturel prenant l'autre moitié; nous supprimerions même sans regret, en présence de l'époux, toute participation des parents légitimes au partage des biens successoraux.

§ 4.

En présence de descendants légitimes.

En présence de descendants légitimes, la part devant revenir à l'époux survivant apparaît extrêmement difficile à déterminer, étant donnés les liens puissants qui unissent les père et mère à leurs enfants. Aux yeux de tous les législateurs, les descendants ont été considérés comme les héritiers par excellence du défunt (*heredes sui et necessarii*², les appelait-on en Droit romain), ceux que nul autre successible ne peut égaler, à plus forte raison primer.

1. Cet époux, remarquons-le, n'est rattaché à l'enfant naturel par aucun lien de filiation. Car, s'il était lui-même l'ascendant de cet enfant, ce dernier aurait été légitimé par le mariage subséquent de ses auteurs et ne pourrait plus être considéré comme un enfant naturel.

2. Cf. Gaius, 2, 156, 157, 159.

A quoi peut donc prétendre le conjoint sur la succession de son époux ? A peu de chose très certainement, si le survivant n'avait à invoquer que sa qualité d'époux, tant est forte et exclusive la vocation héréditaire des enfants ; mais à cette qualité d'époux, le survivant joint toujours, sauf le cas d'existence d'enfants du premier lit, celle de propre ascendant des héritiers du prédécédé.

Or, s'il est des personnes qui ne peuvent méconnaître la puissance des liens qui unissaient l'époux à l'épouse, ce sont bien les enfants qui doivent à ces liens leur propre existence ; il paraîtrait anormal et même choquant, que le conjoint soit complètement éliminé de la succession par ses propres enfants ; il y a là pour lui une question de dignité.

Le conjoint survivant doit donc, selon nous, être appelé à la succession de l'époux en concours avec les descendants légitimes ; mais, étant donné le caractère exceptionnel que revêt alors sa vocation héréditaire, il faut que l'attribution qui lui sera faite, ne puisse être en opposition flagrante avec les intérêts des descendants ; car, on ne doit jamais l'oublier, ce sont eux surtout qui sont les véritables héritiers du défunt.

Ces brèves considérations vont nous permettre de rechercher quelle doit être, en présence de descendants, la nature du droit à accorder à l'époux, comme aussi sa quotité, tant en présence d'enfants communs que d'enfants issus d'un premier lit.

A. NATURE DU DROIT SUCCESSORAL A ACCORDER AU CONJOINT
EN PRÉSENCE DE DESCENDANTS LÉGITIMES.

L'époux survivant doit-il, en présence d'enfants légitimes, recevoir une part en pleine propriété ou simplement en usufruit ?

Etant donné ce qui précède, poser le problème, c'est presque le résoudre. Il apparaît en effet évident que seul un droit en usufruit peut garantir les intérêts des héritiers.

Certes, nous l'avons déjà vu¹, l'usufruit a ses inconvénients sérieux, à cause de l'opposition d'intérêts qui existe entre nu-propriétaire et usufruitier. Mais, outre que c'est avec les enfants que ces inconvénients sont le moins sensible², le droit de ceux-ci à succéder est trop puissant pour que l'on puisse envisager en leur présence une autre réglementation ; car donner au conjoint un droit en pleine propriété, c'est laisser à celui-ci toute possibilité de profiter d'une partie de la succession, au détriment complet des enfants.

On pourrait toutefois objecter, en faveur d'un droit en pleine propriété, que le survivant, ayant les mêmes héritiers que son époux, ceux-ci retrouveraient toujours à la succession du dernier de leur père et mère, la part qui lui aurait été accordée par la succession du prémourant.

Mais précisément, cela ne se justifie pas toujours ; en effet, même à supposer que les biens se retrouvent en nature, il n'est pas sûr qu'ils seront dévolus intégrale-

1. Cf. *supra*, p. 36 et suiv.

2. Cf. *supra*, p. 38.

ment aux enfants du prédécédé? Si le survivant s'est remarié et a eu des enfants de son nouveau mariage, ceux-ci viendraient au même titre que les enfants du premier lit, bénéficiant d'une part qui n'aurait jamais dû leur revenir.

De plus, l'attribution à l'époux d'un droit en pleine propriété, entraîne, sur la même part, le double paiement de droits fiscaux (à la succession du prémourant comme à celle du survivant).

Aussi, sommes-nous tout à fait de l'avis de M. Cauwès, quand il dit que l'attribution au conjoint d'un droit en pleine propriété « aurait des inconvénients économiques plus grands peut-être que ceux de la constitution d'un usufruit; il enlèverait aux enfants, alors qu'ils seraient en état de la faire fructifier mieux que le survivant, une partie de la fortune laissée par le *de cujus*¹ ».

Le droit d'usufruit évite au contraire :

1^o Qu'une part des biens du prédécédé ne profite en cas de remariage du survivant, aux enfants d'un second lit.

2^o Que le fisc ne vienne prélever deux fois des droits sur la même part.

B. QUOTITÉ DU DROIT D'USUFRUIT A ACCORDER A L'ÉPOUX SURVIVANT EN PRÉSENCE D'ENFANTS COMMUNS.

Quelle quotité du droit d'usufruit doit-on accorder à l'époux survivant? Celui-ci doit-il ne recevoir, à l'instar de la loi de 1891, que le quart des biens successoraux ou

1. Cauwès, *op. cit.*, t. III, n^o 1032.

bien, ainsi que l'ont proposé certains auteurs¹ particulièrement frappés des liens étroits unissant survivant et enfants nés du mariage, doit-il recevoir la totalité de l'usufruit ?

Il y a, semble-t-il, dans ces deux réglementations, quelque chose d'excessif.

D'un côté, il est bien certain que l'attribution d'un quart est rarement suffisante pour assurer au survivant, à la veuve en particulier, la situation matérielle qu'elle pouvait avoir durant le mariage. Qu'arrive-t-il alors ? Le survivant se voit dans l'obligation de réclamer à ses enfants, propres héritiers du prédécédé, une pension alimentaire qui l'aidera à subsister. Démarche pénible s'il en fût et combien peu compatible avec la dignité que comporte sa double qualité d'époux et d'ascendant !

Ainsi que le faisait remarquer dans son rapport la Cour de Dijon : « Combien de parents souffrent en silence plutôt que de recourir aux voies judiciaires pour contraindre des enfants égoïstes et ingrats à leur fournir un secours nécessaire² ? »

Ne serait-il pas plus logique d'accorder à l'époux une part plus élevée que le quart, dans la succession du prédécédé, pour lui permettre de ne demander aucun secours à ses enfants ?

D'un autre côté, il semble que c'est trop léser les enfants qu'attribuer au conjoint l'entière jouissance des biens successoraux. M. Boistel cependant a cru pou-

1. A. Boistel, *Cour de philosophie du Droit* (1899), t. II, p. 104.

2. Voir rapport de la Cour de Dijon, dans Rapport Sébert, *J. off.*, 9 mars 1876, p. 1633, 2^e colonne.

voir préconiser une telle attribution en faisant remarquer que « si l'on a confiance dans les père et mère pour pourvoir aux besoins de leurs enfants et leur fournir, quand le moment est venu, un établissement convenable, on ne voit pas, en principe, pourquoi l'on n'aurait pas la même confiance dans le survivant d'entre eux¹. »

Il y a pourtant de fortes raisons de ne plus avoir cette même confiance; nous n'envisageons pas seulement ici le cas où le survivant, se créant un nouveau foyer, porte désormais à d'autres, l'affection qu'il réservait autrefois uniquement aux enfants du premier lit².

Mais il peut arriver qu'en avançant en âge, le conjoint n'ait plus la même générosité de cœur que lorsqu'il était jeune et, dans la crainte de manquer de ressources, ne refuse à ses enfants les sacrifices qu'ils seraient en droit d'attendre de lui, pour « un établissement convenable » ou autrement.

C'est pourquoi, nous croirions suffisant d'attribuer au survivant, la moitié seulement en usufruit des biens successoraux; cette réglementation aurait l'avantage d'accorder une part raisonnable à l'époux survivant, sans léser, outre mesure, les intérêts des enfants.

1. Boistel, *op. cit.*, p. 104.

2. Boistel approuvait d'ailleurs, en ce cas, la cessation de l'usufruit au profit des enfants du précédent mariage. « Si, au contraire, il (le survivant) se remariait, il est tout indiqué qu'il devrait perdre l'usufruit qui lui a été reconnu, et qu'il ne serait pas admis à porter dans une nouvelle famille, en la fondant, les revenus du patrimoine de sa première union » (*idem*).

C. QUOTITÉ DE L'USUFRUIT DU CONJOINT
EN PRÉSENCE D'ENFANTS D'UN PRÉCÉDENT MARIAGE.

Nous avons raisonné jusqu'ici, comme si l'époux survivant était l'ascendant de tous les enfants du prédécédé; nous avons même vu que ce titre d'ascendant renforçait singulièrement le bien-fondé de sa vocation héréditaire.

Mais on peut se demander si, au cas d'existence d'enfants d'un précédent lit, l'époux survivant doit pouvoir revendiquer les mêmes droits sur l'actif héréditaire, qu'en cas d'existence d'enfants communs.

Le législateur de 1891 ne l'a pas pensé, et nous sommes de son avis; car il n'y a aucune raison pour que l'enfant d'un précédent mariage ait à fournir, sur sa part, à son beau-père ou à sa belle-mère, un usufruit aussi important que celui qu'il aurait dû fournir à son père; alors surtout que la loi ne le soumet à aucune obligation d'assistance à leur égard¹.

En conséquence, après avoir indiqué que le droit d'usufruit du survivant est du quart de la succession en présence d'enfants légitimes, la loi de 1891 a soin de préciser qu'il ne sera que de la part d'enfant légitime le moins prenant, sans qu'elle puisse excéder le quart, en présence d'enfants d'un précédent mariage.

Cependant, il faut bien avouer que telle qu'elle existe

1. Nous avons vu en effet *supra*, que la pension alimentaire que doivent les enfants à leurs père et mère, peut servir de justification à un droit successoral plus étendu en faveur de ces derniers. Or, l'article 206, en faisant une obligation aux gendres et belles-filles de fournir des aliments à leurs beau-père et belle-mère, ne vise que le père ou la mère de l'époux et non le deuxième conjoint du père ou de la mère. A ce sujet, voir Planiol, t. 1, n° 667.

à l'heure actuelle, cette réglementation entraîne une grande injustice : les enfants communs au survivant et au prédécédé profitent de la présence d'un seul enfant du premier lit, en ce qui concerne la portion de leur part héréditaire que doit grever l'usufruit du conjoint; en effet, cet usufruit n'est plus du quart de la succession; mais d'une part d'enfant le moins prenant.

Supposons qu'une personne meure, laissant son conjoint, un enfant du premier lit et cinq enfants du second lit; la part d'usufruit devant revenir au survivant est, par suite de la présence d'un enfant du précédent mariage, ramenée d'un quart à un septième¹.

Que cette diminution de la quotité d'usufruit s'opère à l'égard des biens dévolus à l'enfant du premier lit, cela se conçoit aisément; mais qu'elle s'étende également aux biens dévolus aux propres descendants du survivant, voilà qui est étonnant.

Certes, le législateur a eu le souci de maintenir une égalité parfaite dans le partage entre tous les cohéritiers; mais cette égalité serait-elle rompue si, comme nous le proposons, on faisait une différence entre les enfants du premier lit (qui verraient grever leurs biens d'un droit d'usufruit égal à la part d'enfant légitime le moins prenant) et les enfants communs au survivant et au prédécédé (qui subiraient un usufruit de la moitié, comme s'il n'existait pas d'enfant d'un précédent mariage)?

1. Nous disons bien un septième et non un sixième bien qu'il y ait six enfants, car on compte comme un enfant de plus le conjoint, pour déterminer sa part dans la succession. De cette façon seulement, son usufruit ne dépasse jamais la part revenant à chaque enfant en pleine propriété.

Il s'agirait, en ce cas, moins d'une inégalité dans le partage des biens, que d'une inégalité dans la jouissance ; or, cette inégalité, temporaire puisqu'elle cesserait à la mort de l'époux survivant, s'expliquerait très bien par les obligations qu'ont, vis-à-vis de ce dernier, les enfants communs et non ceux d'un précédent mariage. La part supplémentaire d'usufruit dont ils seraient grevés, se confondrait en effet très souvent, avec la pension alimentaire qu'ils auraient été parfois obligés de fournir.

Les améliorations que nous proposons d'apporter au droit actuel de l'époux survivant peuvent se résumer dans le texte suivant que nous proposons pour remplacer l'article 767 :

Article 767 proposé. — « Le conjoint survivant non » séparé de corps¹ a, sur la succession du prédécédé :

» 1^o Un droit d'usufruit qui est :

» a) de la moitié, si le défunt laisse un ou plusieurs enfants issus du mariage ;

» b) d'une part d'enfant légitime le moins prenant sans qu'elle puisse excéder le quart, si le défunt a des enfants nés d'un précédent mariage.

« Toutefois, cette dernière disposition ne pourra » jamais avantager les enfants communs au survivant » et au prédécédé ; leur part héréditaire sera grevée du » même usufruit que si tous les enfants étaient d'un seul » lit.

1. C'est avec intention que nous n'employons pas la formule de l'article 767 « conjoint non divorcé » dont le second terme est superfétatoire.

Pour la formule que nous proposons « non séparé de corps », voir *supra*, p. 105, note 1.

- » 2^o Un droit en pleine propriété qui est :
- » a) de la moitié, si le défunt laisse des ascendants des frères ou sœurs, des descendants de frères ou de sœurs, des enfants naturels;
 - » b) de la totalité, , dans tous les autres cas, quels que soient le nombre et la qualité des héritiers.

SECTION II

L'usufruit accordé au conjoint survivant en présence d'enfants, doit-il continuer, s'il convole en secondes noces ?

L'usufruit accordé au conjoint, en présence d'enfants, doit-il ou non continuer en sa faveur, lorsqu'il convole en secondes noces ? C'est là, on le sait, une question résolue dans le sens de l'affirmative par la loi du 3 avril 1917; mais cette loi nous paraît d'une part si opposée à nos traditions historiques¹, d'autre part si contraire au testament qu'aurait pu faire le prédécédé, qu'il nous a paru utile d'examiner à nouveau le problème, et de voir si la récente réforme était nécessaire.

Il est certain qu'en se plaçant au point de vue purement théorique, cette cessation d'un droit héréditaire à

1. En effet, la condition de ne pas se remarier était fréquente dans l'Ancien Droit; elle était même obligatoire pour les époux, lorsqu'ils stipulaient un don mutuel dans le contrat de mariage de leurs enfants. C'est ainsi que l'article 281 de la Coutume de Paris portait : « Père et mère mariant leurs enfants peuvent convenir que leurs dits enfants laisseront jouir le survivant desdits père et mère, des meubles et conquêts du prédécédé, la vie durant du survivant, *pourvu qu'il ne se remarie*, et n'est réputé tel accord, avantage entre les dits conjoints » (cité par Boissonade, *op. cit.*, p. 259; voir également, p. 262).

la suite d'un événement postérieur à l'ouverture de la succession, pouvait apparaître comme une « étrangeté juridique¹ ». C'est en effet, au jour même du décès, que l'on doit se rapporter pour fixer d'une manière définitive les droits des divers successibles.

Ce n'était pas cependant ce point de vue que l'on invoquait le plus souvent, pour critiquer l'ancienne réglementation; mais bien le point de vue moral. En plaçant le veuf (ou la veuve) dans cette pénible alternative, ou de renoncer à son usufruit, ou de ne pas se remarier, ne l'entraînait-on pas au concubinage? Par suite, la disposition légale n'était-elle pas contraire aux bonnes mœurs? D'ailleurs, si le défunt avait inséré dans son testament une telle clause, eût-elle été considérée comme valable?

Le Code, laissant au juge, par la généralité de son article 900, toute latitude d'appréciation, il est intéressant de voir ce que pensent à cet égard doctrine et jurisprudence.

Or, la grande majorité de la doctrine est d'accord pour ne point considérer *a priori* la condition de garder viduité comme illicite et contraire aux bonnes mœurs. Rares sont les auteurs qui, comme Huc, déclarent qu'une telle clause n'est jamais « compatible avec le droit, droit d'ordre public, qui appartient à toute personne de se marier et par conséquent de se remarier² ». La plupart d'entre eux considèrent, au contraire, que cette clause peut avoir

1. Vallier, *op. cit.*, p. 399.

2. Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. VI, n° 60, p. 90.

été dictée pour des motifs sérieux et légitimes, parmi lesquels ils rangent tous la présence d'enfants du donataire ou légataire. « Nous la regardons (la clause) comme licite, dit Duranton, quand elle est imposée à une personne ayant des enfants, par le conjoint ou les parents de celui-ci. Alors le motif est sensible : le donateur ne veut pas que ses biens passent dans une famille étrangère¹ ».

De son côté, la jurisprudence, bien qu'elle conclue parfois à la nullité de cette clause, quand elle n'est pas dictée par des sentiments respectables, la valide cependant dans le cas qui nous intéresse : la présence d'enfants du premier lit.

C'est ainsi que la Cour de Caen, dans un arrêt du 24 juillet 1894 (D. 95.2.269), tout en réputant immorale, et par conséquent nulle, la clause par laquelle un époux après avoir nommé sa femme légataire universelle, imposait à sa veuve la condition de ne jamais se remarier, déclare cependant dans un de ses attendus :

« Attendu que dans certains cas, la prohibition de se marier n'a rien de contraire aux lois et aux mœurs et peut paraître licite, lorsqu'elle repose sur des motifs sérieux, qu'elle est imposée à un légataire que le testateur veut protéger contre sa faiblesse, par exemple s'il s'agit de malades incurables ou de personnes *ayant des enfants d'un premier lit*² ».

1. Duranton, t. VIII, p. 128, *in fine*. Voir dans le même sens, Toullier, t. V, p. 259; Troplong, t. I, p. 248-249.

Aubry et Rau pensent même que l'on ne doit pas « regarder comme l'effet d'un pur caprice, la condition de garder viduité imposée par l'un des conjoints à l'autre, même dans le cas où ce dernier n'aurait pas d'enfants » (Aubry et Rau, 5^e édit., t. VII, § 692, p. 182-183).

2. Cf. également, Cass., 18 mars 1867 (D. 67.1.332, S. 67.1.204).

Il y a donc accord presque absolu entre doctrine et jurisprudence pour considérer cette clause comme tout à fait légitime en présence d'enfants. Elle est d'ailleurs courante dans la pratique ; nombreux sont les contrats de mariage, où sont insérées des clauses par lesquelles les futurs époux donnent au survivant d'entre eux, au cas où il existerait des enfants, l'entier usufruit de leur part de communauté, avec stipulation expresse que le dit usufruit cesserait au cas où le survivant viendrait à se remarier.

Il paraît donc beaucoup plus normal de présumer, en ce cas, que le défunt aurait préféré voir cesser l'usufruit de l'époux, au profit de ses enfants.

Cela a pourtant été contesté, et M. Vallier, entre autres, prétend que le prédécédé n'est pas si opposé qu'on veut bien le dire, au convol en secondes noces de l'époux survivant. « Souvent, dit-il, par un sentiment d'abnégation que l'on ne peut qu'admirer, un mourant soucieux d'assurer des soins éclairés à des enfants laissés en bas-âge, indique à l'époux qu'il va quitter, celui ou celle qui, d'après lui, saurait le mieux s'en acquitter¹. »

Or, à supposer que cela arrive parfois, le cas envisagé par M. Vallier : celui des enfants en bas âge est justement celui qui nécessitait le moins la réforme de 1917. Il ne faut pas oublier en effet qu'en tant qu'administrateur légal des biens de ses enfants mineurs, le survivant des père et mère a, jusqu'à ce que ceux-ci aient atteint l'âge de dix-huit ans accomplis, la jouissance complète de tous leurs biens, parmi lesquels évidemment

1. Vallier, *op. cit.*, p. 399, § 562.

ceux provenant de la succession du prédécédé (art. 384); et cela même s'il vient à se remarier¹. Et d'autre part, nous ne croyons pas que, laissant des enfants majeurs, le prémourant aurait eu la même abnégation que dans l'hypothèse envisagée par M. Vallier.

Il eût certainement préféré voir ses propres enfants profiter en pleine propriété de sa fortune, que voir bénéficier le second conjoint de son époux, de l'usufruit d'une partie de sa succession.

Cela fait perdre à la réforme de 1917 beaucoup de son intérêt, et c'est pourquoi nous ne serions pas éloigné de désirer que l'on revienne sur ce point à la réglementation de 1891.

SECTION III

Doit-on instituer un droit réservataire en faveur de l'époux survivant?

Une autre question se pose tout naturellement au législateur désireux d'améliorer le sort du conjoint; doit-il donner au droit successoral de l'époux un caractère réservataire? En d'autres termes, le survivant doit-il être toujours appelé, même contre la volonté expresse du prémourant, au partage des biens composant la succession de ce dernier? C'est là une question résolue dans le sens de l'affirmative par plusieurs législations, notam-

1. A cet égard, il fallait autrefois faire une distinction, selon que le survivant était le père ou la mère; car celle-ci perdait cette jouissance en cas de convol (anc. art. 386). Mais cette inégalité injuste a disparu, grâce à une loi du 21 février 1906.

ment par le Code civil allemand (art. 2303) et le Code civil suisse (art. 470 et 471)¹.

Il faut bien avouer, qu'en droit, cette solution semble recevoir sa pleine justification; la notion de réserve est, nous l'avons vu, intimement liée à celle de devoir. Or, on ne peut nier que les obligations de secours et d'assistance qui découlent pour les époux de la célébration du mariage, n'impliquent d'elles-mêmes la notion de devoir mutuel.

Nous sommes cependant d'avis de rejeter cette réserve en faveur du conjoint et voilà pourquoi : Nous avons déjà noté² que, fréquemment, des personnes, bien que malheureuses en ménage, ne voulaient pas rompre leur mariage, dans l'intérêt même de leurs enfants; ce but est incontestablement louable, mais il ne faudrait pas qu'il puisse favoriser l'époux indigne. Etant donné que, non seulement le divorce, mais aussi la séparation de corps font perdre au survivant coupable sa vocation successorale, il faut que l'époux mécontent puisse, par exhé-

1. Cette réserve est dans la législation allemande, de la moitié de la part héréditaire du conjoint. Quant au Code civil suisse, il dit, dans son article 471 : « La réserve est... pour le conjoint de tout son droit de succession en propriété, lorsqu'il est en concours avec des héritiers légaux et de la moitié de ce droit lorsqu'il est héritier unique ».

La loi danoise du 20 avril 1926 « sur le droit d'héritage des époux et sur le droit de l'époux survivant de demeurer dans l'indivision » accorde à ce dernier un véritable droit de réserve. En effet, dans un chapitre I, après avoir donné au conjoint en présence d'enfants, un droit héréditaire égal au quart de la succession, il précise que ce droit pourra être étendu à la moitié ou, au contraire, restreint au sixième; c'est ce sixième qui forme la réserve (*Annuaire de législation étrangère*, 1927, p. 307 et suiv.).

Au contraire, le Code civil brésilien, si favorable à l'époux survivant, ne lui accorde aucune réserve (art. 1725).

2. Cf. *sup ra*, p. 105

dation complète, arriver au même résultat, sans être obligé d'intenter une action en justice des plus préjudiciables à la famille¹.

1. Voir en faveur d'un droit de réserve, Delattre, *op. cit.*, p. 197. — Contre un droit de réserve, cf. Vallier, *op. cit.*, p. 406. — Voir également les observations des facultés de Nancy, Caen, Grenoble, dans rapport Humbert.

CHAPITRE III

AMÉLIORATION DE LA QUOTITÉ DISPONIBLE ENTRE ÉPOUX

Nous avons déjà noté¹ qu'en présence d'un seul enfant commun, la quotité disponible entre époux qui, cependant, devrait toujours être favorable au conjoint survivant, était inférieure à celle accordée à un étranger; elle est en effet, pour l'époux, d'un quart en pleine propriété et d'un quart en usufruit (art. 1094), alors que pour l'étranger, elle est d'une moitié en pleine propriété (art. 913, alin. 1)².

Cette anomalie que le législateur aurait pourtant eu souvent l'occasion de faire cesser³, subsiste encore de nos jours, et demande une réforme.

Certains auteurs, notamment Planiol, seraient d'avis de supprimer purement et simplement la quotité disponible spéciale du conjoint, et de soumettre ce dernier à la quotité disponible ordinaire.

1. Cf. *supra*, p. 92, note 1.

2. Article 913, alin. 1 : « Les libéralités, soit par actes entre vifs, soit par testament, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant, s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime; le tiers, s'il laisse deux enfants; le quart, s'il en laisse trois ou un plus grand nombre ».

3. Notamment lors des lois du 14 février 1900 et du 3 décembre 1930, où il ne s'est occupé que de la quotité disponible entre époux en présence des ascendants.

Nous croyons préférable de laisser à cet égard un léger avantage à l'époux sur un étranger, tout en mettant en harmonie les articles 1094 (alin. 2) et 913 (alin. 1) du Code civil.

Voici comment nous envisagerions la réforme de l'article 1094.

En présence d'enfants, nous avons déjà proposé d'accorder à l'époux, en tant qu'héritier, un droit d'usufruit qui serait de la moitié des biens successoraux; cette quotité d'usufruit pourrait être, par disposition entre vifs ou testamentaire, transformée pour partie en pleine propriété; précisément selon la proportion indiquée dans l'article 913 (alin. 1) du Code civil.

C'est ainsi qu'en présence d'un enfant commun, la quotité disponible de l'époux serait, comme la quotité disponible ordinaire, de la moitié en pleine propriété. Ainsi disparaîtrait l'anomalie signalée plus haut, d'une quotité disponible de l'époux, inférieure à celle accordée à un étranger.

En présence de deux enfants communs, la quotité disponible de l'époux serait d'un tiers (soit deux sixièmes) en pleine propriété, et d'un sixième en usufruit.

Enfin, en présence de trois enfants ou d'un plus grand nombre, la quotité disponible de l'époux serait, comme à l'heure actuelle, d'un quart en pleine propriété et d'un quart en usufruit.

Quant à la quotité disponible de l'époux en présence des ascendantes, elle n'a point besoin d'être améliorée, l'ayant déjà été, et peut-être d'une manière excessive, par la loi du 3 décembre 1930¹ (art. 1094 alin. 1).

1. Cf. *supra*, p. 92, note 2.

CONCLUSION

Nous avons pu constater, au cours de cette étude, combien était faible, dans notre législation, le droit héréditaire accordé à l'époux, en comparaison de la place qu'il occupe incontestablement dans la famille moderne.

Cette faiblesse, nous avons vu qu'elle provenait en grande partie de préjugés anciens et tenaces, d'après lesquels on ne pourrait considérer les époux comme faisant partie de la même famille.

Et cependant n'est-il pas anormal de considérer comme étrangers l'un à l'autre deux êtres sur l'union desquels se fonde précisément la famille ? Tout montre, en effet, que l'époux tend à être, et de plus en plus, placé dans une situation telle, qu'il se trouve détaché de sa famille originaire et qu'avec son conjoint il est soumis à un droit nouveau ; le ménage forme une entité juridique à part, distincte à la fois des entités juridiques formées par la famille de l'époux et celle de l'épouse. De cette création d'un droit propre au mariage ou, disons-le plutôt, d'un droit propre au ménage, l'extension des droits accordés au conjoint survivant n'est qu'une preuve.

Rares sont aujourd'hui les législations qui ne donnent aucun droit héréditaire au veuf ou à la veuve, en con-

cours avec les parents du défunt. Certains pays lui accordent au contraire ce droit en pleine propriété (Allemagne, Argentine, Angleterre, Danemark, Pays-Bas, Suède, etc.)¹

M. René Rodière, dans une communication présentée tout récemment (1937) au Congrès de droit comparé de La Haye², soutient que la faveur avec laquelle les pays, les uns après les autres, considèrent une réforme héréditaire au profit de l'époux, provient d'une conception nouvelle du fondement du droit successoral : la conception alimentaire. D'après celle-ci, les biens laissés par le défunt doivent aller de préférence aux personnes qu'il avait à charge de son vivant : par conséquent à son époux.

Les exemples, tirés des législations étrangères, dont M. Rodière étaye sa théorie, montrent bien que c'est cette conception alimentaire qui a servi de base aux réformes réalisées en faveur de l'époux. Il nous semble cependant que, pour reconnaître la légitimité de la vocation héréditaire du conjoint, ce fondement nouveau du droit successoral n'était pas nécessaire. Les époux forment une même famille, nous espérons l'avoir suffisamment démontré au cours de cette étude et nous ne saurions assez le répéter : c'est de là surtout que vient leur droit à succéder. On peut même s'indigner à juste titre qu'une vérité aussi évidente ait mis tant d'années à s'exprimer législativement,

1. Cf. *Bulletin trimestriel de la Société de législation comparée*, année 1937, p. 312.

2. *Idem.* p. 295-321.

Ainsi que le fait remarquer M. Vallier, chaque fois que nos lois « se sont occupées de la famille pour attribuer à ses membres des droits ou des obligations, elles y ont toujours compris le conjoint¹ ». Seule la loi successorale hésite encore à sanctionner de façon définitive la puissance du lien matrimonial.

Aussi, en terminant notre travail, formons-nous le vœu de voir réaliser une réforme si juste, en faveur de l'époux. Cette réforme consacrerait pleinement le bien-fondé d'une évolution digne en tous points du plus grand intérêt.

1. Vallier, *op. cit.*, p. 362, § 518.

Vu :
Le Doyen,
A. FERRADOU.

Vu, bon à imprimer :
Le Président de thèse,
J. BRETHER DE LA GRESSAYE.

Vu et permis d'imprimer :
Bordeaux, le 16 Novembre 1938
Le Recteur de l'Académie,
G. BOUSSAGOL.

BIBLIOGRAPHIE

Revue et périodiques.

- Annuaire de législation étrangère* (1927, 1929, 1937).
Bulletin de la Société de législation comparée (1900-1937).
Bulletin de Statistique et de Législation comparée (1884, 1899, 1929, 1935).
Journal des Notaires, 1932.
Lois Nouvelles, 1931.
Statistique générale de la France, 1931.
Compte général de l'administration de la justice civile et commerciale et de la justice criminelle (1922, 1924, 1934).

Ouvrages généraux.

- Aubry et Rau.** — *Cours de Droit civil français* (5^e édition).
Beaumanoir. — *Coutumes de Beauvaisis* (édition Salmon, 1899).
Bénech. — *De la quotité disponible entre époux*.
Beudant. — *Cours de Droit civil*, 2^e édition t. V().
Boissonade (G.). — *Droits de l'époux survivant*.
— *Histoire de la Réserve héréditaire*.
Boistel (A.). — *Cours de philosophie du Droit*.
Bonnecase. — *Précis de Droit civil français*.
Brissaud. — *Manuel d'Histoire du Droit privé*.
Capitant (H.). — « Commentaires sur la loi du 3 décembre 1930 » (*Chronique au Dalloz Hebdomadaire*, 1931; p. 5).

- Cauwes.** — *Economie politique* (3^e édition).
- Carbonnier.** — *Le régime matrimonial. Sa nature onéreuse* (Thèse Bordeaux, 1932).
- Courtois** (H.). — *De la nature juridique des clauses dites « conventions de mariage »* (Thèse Caen, 1924).
- Degang** (G.). — *Des conventions modificatives du partage égal de la communauté entre époux* (Thèse Paris, 1916).
- Delattre** (F.). — *Les droits du conjoint survivant* (Thèse Paris, 1910).
- Demolombe.** — *Traité des successions* (3^e édition).
- Desbois** (H.). — « Commentaires sur la loi du 3 décembre 1930 » (*D. P.* 1931.4.66).
- Duranton.** — *Cours de Droit français* (3^e édition).
- Fenet.** — *Recueil complet des Travaux préparatoires du Code civil* (t. IV et XII).
- Guillouard** (H.). — *Contrat de mariage.*
- Huc.** — *Commentaire théorique et pratique du Code civil* (t. VI).
- Josserand** (H.). — *Cours de Droit civil positif français*, 2^e édit.).
- Laurent.** — *Principe de Droit civil français.*
- Le Breton.** — *Les principes de la dévolution successorale et le nouveau droit ab intestat du conjoint survivant* (thèse Toulouse, 1932).
- Lefebvre** (Ch.). — *Cours de doctorat sur l'histoire du Droit civil français.* — *L'Ancien Droit des successions.*
— *La Famille en France dans le Droit et dans les Mœurs*
Libre du Centenaire du Code civil.
- Locré.** — *Législation civile commerciale et criminelle de la France* (t. IX).
- Maguet.** — *Traité et formulaire à l'usage des Aspirants au Notariat.*
- Planiol et Ripert.** — *Traité pratique de Droit civil français.*
— *Traité élémentaire de Droit civil* (11^e édition).
- Pol Robert.** — *De la nature juridique des avantages matrimoniaux* (Thèse Nancy, 1914).
- Pothier.** — *Traité du douaire* (édition Dupin), t. V.

- Rodière** (R.). — « Evolution comparative des droits successoraux du conjoint survivant » (*Bulletin trimestriel de la Société de législation comparée*, oct. 1937).
- Roguin** (E.). — *Traité de Droit civil comparé. — Les successions.*
- Simonnet** (J.). — *Histoire et Théorie de la saisine héréditaire* (1851).
- Toullier**. — *Droit civil français*, t. IV().
- Troplong**. — *Des donations et testaments* (t. XVI).
- Vallier** (E.). — *Fondement du Droit successoral* (thèse Paris, 1902).
- Voirin**. — *La famille et l'héritage dans « Le maintien et la défense de la famille par le Droit »* (Sirey, 1930).
- Weiler** (Mlle). — *Condition de la femme à la dissolution de la communauté* (Thèse Bordeaux, 1924).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	5

PREMIERE PARTIE

NOTIONS GÉNÉRALES SUR LA LÉGISLATION RELATIVE AUX DROITS SUCCESSORAUX DU CONJOINT SURVIVANT

Chapitre premier. — Exposé historique de cette législation	11
<i>Section I. — L'Ancien Droit</i>	11
§ I. — Droit successoral proprement dit	11
§ II. — Gains de survie	14
<i>Section II. — La législation intermédiaire</i>	17
<i>Section III. — Le Code civil</i>	19
<i>Section IV. — Les lois postérieures au Code civil</i>	23
§ I. — Lois particulières	24
§ II. — Lois modifiant l'article 767 Code civil	27
 Chapitre II. — Appréciation de cette législation	 35
<i>Section I. — Au point de vue de son contenu</i>	36
§ I. — Droit d'usufruit. Ses inconvénients	36
§ II. — Droit en pleine propriété; sa mauvaise réglementation	39
<i>Section II. — Au point de vue de sa technique</i>	41
§ I. — Manque d'unité	42
§ II. — Manque de clarté	43
§ III. — Contre-sens historiques	46

DEUXIEME PARTIE

EXAMEN DES PRINCIPALES OBJECTIONS CONCERNANT UNE EXTENSION DES DROITS SUCCESSORAUX DE L'EPOUX SURVIVANT, NOTAMMENT LA RECONNAIS- SANCE DE SA QUALITE D'HERITIER.

Chapitre premier. — L'époux ne ferait pas partie de la famille de son conjoint	53
<i>Section I. — La consanguinité ferait seule l'héritier</i>	54
<i>Section II. — Le principe de la conservation des biens dans les familles serait un obstacle à la reconnaissance en faveur de l'époux de la qualité d'héritier</i>	58
Chapitre II. — Les régimes matrimoniaux et les donations entre époux suppléeraient à l'insuffisance du droit successoral du conjoint	67
<i>Section I. — La communauté en tant que régime légal suppléerait dans une très large mesure au droit successoral de l'époux</i>	69
<i>Section II. — Portée exacte des conventions matrimoniales</i>	76
§ I. — Exposé des clauses favorables au conjoint survivant ...	76
A. — Clauses tendant à élargir le cadre de la communauté ..	77
B. — Clauses attribuant au conjoint survivant une plus grande part dans la communauté	79
§ II. — Impossibilité pour les conventions matrimoniales de suppléer à l'insuffisance du droit successoral du conjoint	85
<i>Section III. — Portée exacte des donations et des legs entre époux</i> ..	91
<i>Section IV. — Portée exacte de quelques stipulations avantageant indirectement le conjoint survivant</i>	93
§ I. — Stipulation d'une assurance sur la vie en faveur du survivant	94
§ II. — Stipulation d'une rente viagère réversible au profit du survivant	96
§ III. — Stipulation tendant à imputer la dot des enfants sur la succession du prémourant	97
Chapitre III. — La reconnaissance de la qualité d'héritier en faveur du conjoint serait inopportune	101
<i>Section I. — La reconnaissance de la qualité d'héritier en faveur du conjoint serait une atteinte irrémédiable à la parenté collatérale</i>	101
<i>Section II. — La reconnaissance de la qualité d'héritier à l'époux survivant favoriserait l'époux indigne</i>	104

TROISIEME PARTIE

AMELIORATIONS A APPORTER A LA
LEGISLATION ACTUELLE. PROJET DE REFORME

Chapitre premier. — Reconnaissance en faveur du conjoint survivant de la qualité d'héritier. — Son bien fondé	109
Chapitre II. — Augmentation du droit successoral de l'époux survivant	113
<i>Section I. — Rang que doit avoir l'époux survivant dans la dévolution successorale. Nature et quotité de son droit selon les cas</i>	<i>113</i>
§ I. — En présence de collatéraux ordinaires	114
§ II. — En présence des ascendants, frères ou sœurs, descendants de frères ou sœurs	115
§ III. — En présence de parents naturels	116
§ IV. — En présence de descendants légitimes	117
A. — Nature du droit successoral à accorder au conjoint en présence de descendants légitimes	119
B. — Quotité du droit d'usufruit à accorder à l'époux survivant, en présence d'enfants communs	120
C. — Quotité de l'usufruit du conjoint en présence d'enfants d'un précédent mariage	123
<i>Section II. — L'usufruit accordé au conjoint survivant en présence d'enfants, doit-il continuer s'il convole en secondes noces . . .</i>	<i>126</i>
<i>Section III. — Doit-on instituer un droit réservataire en faveur de l'époux survivant ?</i>	<i>130</i>
Chapitre III. — Amélioration de la quotité disponible entre époux . . .	133
Conclusion	135
Bibliographie	139

Imp. BIÈRE, 18, rue du Peugue, Bordeaux (France). — 1938.
